

# La CITE

ART &amp; JOURNALISME

## GRÈCE

### LES DROITES EN EMBUSCADE

Qui sont ces Grecs Indépendants, alliés à Syriza, le parti de la gauche radicale, vainqueur des dernières élections hellènes? Où en sont les droites dans ce pays au bord de l'explosion? Face aux centristes de «La Rivière» très attachés à l'Europe et à Nouvelle Droite qui reste décrédibilisée, la troisième force politique grecque, les nazis d'Aube Dorée, pourrait tirer son épingle du jeu.

Pages 4 à 7

© ALBERTO CAMPI / 2013

#### Centrales à charbon: la ruée suisse vers l'Est

Les centrales électriques à charbon reviennent en puissance dans les terres balkaniques, de la Slovaquie à l'Albanie, où des sociétés basées en Suisse misent sur ce filon énergétique, le plus polluant au monde. Avec des fortunes diverses.

Pages 8 à 10

#### Syz & Co jugée à Paris pour «travail dissimulé»

L'affaire est beaucoup moins retentissante que celle d'UBS ou HSBC, poursuivies, elles, pour blanchiment de fraude fiscale. Mais elle dévoile les pratiques d'une banque genevoise qui, il y a encore peu, agissait en toute impunité sur le territoire français

Page 11

#### Les scandales de l'évasion fiscale sur grand écran

*Le Prix à payer*, documentaire du réalisateur canadien Harold Crooks, fait vigoureusement le tour de la question de ces multinationales qui refusent de payer leurs impôts. Avec les armes, et l'impact, propres au meilleur du cinéma.

Pages 16-17

#### Une «garantie de l'État» pour les musées suisses?

Exposer un artiste hyper coté comme Paul Gauguin peut coûter cher. Rien que pour les primes d'assurance, les musées bâlois dépensent chaque année des millions de francs suisses. La faute à l'augmentation en flèche des prix du marché de l'art.

Pages 20-21



9 771664 374004

## SOMMAIRE

## PREMIER CAHIER

## GRAND ANGLE: PAGES 4-6

– Les droites grecques entre le rouge et le brun

Interview de la politologue française Magali Balent  
Propos recueillis par Jean-Noël Cuénod

– Le crépuscule d'Aube Dorée n'est pas à l'ordre du jour  
Par Jean-Noël Cuénod

## SUISSE/INTER: PAGES 8-10

– Centrales à charbon: la Suisse cravache en pleine ruée vers l'Est et son «or sale»

– Bienvenue au pays du charbon  
Par Federico Franchini

## SUISSE/INTER: PAGE 11

La banque genevoise Syz & Co jugée à Paris pour travail dissimulé  
Par Agathe Duparc / Mediapart

## DEUXIÈME CAHIER

## NOUVEAUX MONDES: 13-15

La rue et ses passants, lignes de fuite du monde  
Texte Fabio Lo Verso  
Photos Valérie Frey et Yves Laplace

## NOUVEAUX MONDES: 16-17

Les scandales de l'évasion fiscale s'étalent sur grand écran  
Par Dan Israel / Mediapart

## ATELIER: PAGE 18

Carte blanche à: Claire Lavigne, courtreportière et Vladimir Boson, tapissier à Lausanne

## CULTURE: PAGE 19

Quand Galilée a fait tourner le monde et ses têtes

Interview de François Darracq, alias Stéphane Garcia, auteur du roman historique «Splendor Veritatis»  
Propos recueillis par Luisa Ballin

## CULTURE: PAGES 20-21

Les coûts des expositions explosent, les musées réclament l'aide de l'État  
Par Karen N. Gerig / TagesWoche

## CULTURE: PAGES 22-23

Hugh Quennec, l'homme qui voit la vie en grenat  
Propos recueillis par Jean-Christophe Aeschlimann

## ULTIMO: PAGE 24

– Isabelle Vialle, Douve, acrylique sur toile, 65 x 54 cm, 2014.

– L'obscurité clarté des mangroves  
Par Christine Zwingmann

## SCIENCE &amp; CONSCIENCE

## L'animal dénaturé

Le sentiment que nous soyons des animaux est plus vieux que notre espèce et ses premières idées. Des animaux perçoivent souvent un être d'une autre espèce comme semblable, susceptible de partager des émotions et des comportements, ou communiquent avec lui. Partager la caresse d'un chat, l'hostilité d'un chien, reconnaître le désir d'un chaud lapin ou nous voir dans le regard d'un singe montrent notre empathie et nos identités partagées avec le monde animal.

Dès les débuts paléolithiques d'une démarche scientifique, cannibalisme et rites funéraires

confirmeront la similitude des anatomies musculaire, viscérale et osseuse, humaine et animale. Être doté d'un avant et d'un arrière, d'une grossière symétrie bilatérale, d'une bouche et d'un anus, d'yeux et d'une colonne vertébrale segmentée nous banalise parmi les vertébrés et d'autres.

Côté physiologie de la respiration, on sait que l'on étouffe ou que l'on noie un humain comme n'importe quel animal terrestre. Côté circulation, que pour saigner une proie, il ne faut pas la tuer tout de suite. Logiquement, les croyances de religions dénigrées comme païennes, antiques ou

orientales acceptent, comme allant de soi, que les mondes humain et animaux s'interpénètrent et interagissent.

Souvent au-delà du réel... On se demande donc comment, du Proche-Orient à l'Occident, les «religions du livre» nient notre nature animale et entravent, depuis des millénaires, le développement des sciences qui la confirment. Les preuves, pourtant, ne cessaient de se renforcer en sciences de la nature.

Depuis l'établissement d'une chronologie de bon sens de l'histoire de la vie, qui ridiculise les exégèses de textes religieux, jusqu'à la décou-

## ÉDITORIAL

## LES NOUVEAUX «MOSCOUTAIRE» TURBINENT À PLEIN RÉGIME

«Moscoutaires!» Cette appellation, destinée jadis aux communistes, est en train de reprendre du service. Elle paraissait pourtant bien éteinte lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Mais les ambitions impériales de Vladimir Poutine l'ont remise au goût — ou au dégoût — du jour. Alors que jadis, l'extrême droite européenne n'avait pas de mots assez durs pour qualifier les communistes de «traître à la patrie» ou de «valets du Kremlin», une grande partie d'entre elle acclame aujourd'hui la Russie de Poutine.

De tous les partis d'extrême droite en Europe, le Front national français se présente comme le plus «moscoutaire». Sa patronne, Marine Le Pen, multiplie les déclarations de soutien à la politique de Poutine en Ukraine ou en Syrie et se rend souvent à Moscou. Elle a préconisé à maintes reprises le retrait de son pays de l'OTAN, tout en prônant des accords militaires avec la Russie. La France hors de l'Alliance atlantique et alliée militaire de Moscou... Même le Parti communiste de feu Georges Marchais n'en demandait pas tant!

Vladimir Poutine mise d'ailleurs sur Marine Le Pen dans la perspective de l'élection présidentielle française de 2017. Cet alignement du Front national sur le Kremlin a trouvé sa récompense dans le prêt, révélé par Mediapart le 22 novembre dernier, de 9 millions d'euros consenti au Front national par la banque russe FCRB (*First Czech Russian Bank*) basée à Moscou. Poutine tenant tout en main dans son pays, y compris les banques, il ne fait guère de doute qu'un prêt de cette importance, accordé à un parti étranger, a reçu l'aval du Kremlin. D'autres mouvements d'extrême droite, comme le *jobbik* hongrois et *Ataka* en Bulgarie, font eux aussi la révérence à Poutine.

L'autre extrême, la gauche, ne demeure pas en reste. Ainsi, le nouveau premier ministre grec et son parti Syriza couchent sur les positions russes, de même que le régime de Maduro au Venezuela. En France, Jean-Luc Mélenchon, porte-voix du Front de Gauche, ne tient pas sur Poutine un discours bien différent de celui de Marine Le Pen. Sur un nombre croissant de sujets, il devient de plus en plus malaisé de distinguer entre les extrémismes de gauche et de droite qui, chacun dans son style, rejettent le capitalisme sauvage, ce tsunami social. Entre les deux, la ligne de fracture reste la politique d'immigration. Mais pour combien de temps encore?

N'assisterons-nous pas, ici ou là, à quelques accommodements, à quelques glissements idéologiques? C'est pourquoi les partis de gouvernement — et notamment la social-démocratie — doivent enfin opposer au capitalisme sauvage cette régulation qu'ils appellent de leurs vœux, tout en se gardant jusqu'à maintenant de prendre les décisions, forcément supranationales, pour l'imposer.

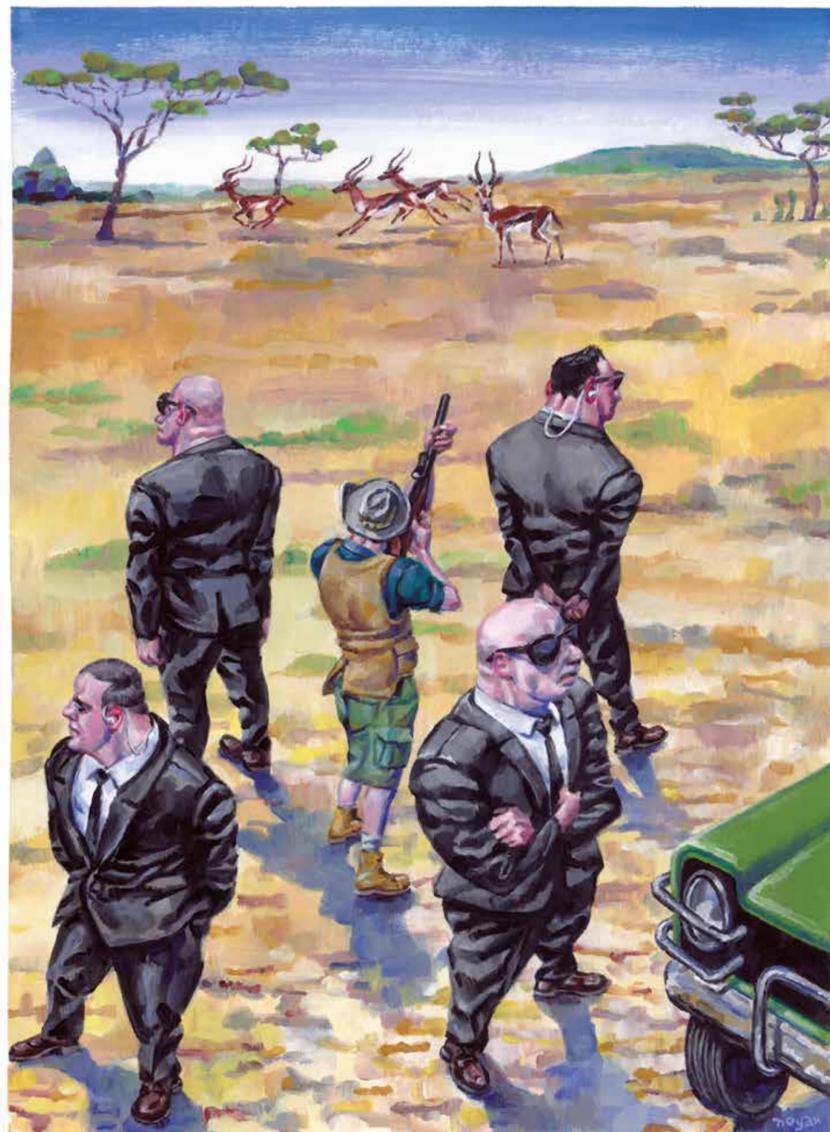
Enfin, ce penchant vers Moscou, partagé par les deux extrêmes, a pour corollaire leur commune détestation des États-Unis, perçus comme le moteur de la mondialisation honnie. Si l'on peut reprocher à Washington bien des méfaits — entre les calamiteuses guerres au Proche-Orient, l'espionnage tous azimuts et les pièges tendus par le Traité transatlantique — il n'en demeure pas moins que l'Amérique du Nord reste, malgré tout et malgré ses innombrables défauts, le plus sûr rempart des démocraties. Et pour le Kremlin, les «moscoutaires» resteront encore et toujours — selon la formule attribuée à Lénine — des «idiots utiles».

ANDRÉ LANGANEY

JEAN-NÖEL CUÉNOD

\* Le titre de cette chronique est un hommage au roman *Les Animaux dénaturés* écrit par Vercors et publié en 1952.

1. Descartes, *Traité des passions de l'âme*, le dernier ouvrage publié par le philosophe de son vivant, en 1649.



CIBLE

## IMPRESSUM

www.lacite.info

Fondateur	Fabio Lo Verso
Rédacteur en chef	Jean-Noël Cuénod
Correspondante à l'ONU	Luisa Ballin
Photojournaliste	Alberto Campi
Administration et abonnements	Charlotte Julie
Ont collaboré à ce numéro:	André Langaney (Genève), Noyau (Zurich), Federico Franchini (Lugano), Agathe Duparc (Genève, Mediapart), Valérie Frey et Yves Laplace, Dan Israel (Paris, Mediapart), Karen N. Gerig (Bâle, Tageswoche), Jean-Christophe Aeschlimann.
Rédaction	Case postale 1103 1211 Genève 26 info@lacite.info
Abonnements	Case postale 1103 1211 Genève 26 abos@lacite.info 022 800 14 30
Collaboration	TagesWoche, hebdomadaire, Bâle Mediapart journal numérique, Paris

# Les droites grecques entre le rouge et le brun

Qui sont ces Grecs Indépendants, représentant la droite souverainiste et alliés à Syriza, le parti de la gauche radicale, vainqueur des dernières élections hellènes? Où en sont les droites dans ce pays au bord de l'explosion?

PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-NOËL CUÉNOD

En s'alliant avec les Grecs Indépendants-ANEL, Alexis Tsipras a créé un attelage d'un type tout à fait nouveau. Le patron d'une gauche résolument radicale, incarnée par Syriza, fait donc gouvernement commun avec une formation souverainiste située très à droite. Afin de connaître les Grecs Indépendants et les conséquences qu'implique cette atypique alliance gauche-droite, *La Cité* a interviewé Magali Balent, politologue française, diplômée des Hautes Etudes Internationales à Genève et maîtresse de conférences à Sciences-Po Paris. Cette spécialiste de l'extrême droite en Europe est également chercheuse associée à l'Institut des Relations internationales et stratégiques (IRIS).

**Qui sont les Grecs Indépendants-ANEL et d'où viennent-ils idéologiquement?**

**Magali Balent:** Cette formation a été créée récemment, en février 2012. Il est donc encore difficile de la situer en toute certitude dans une famille idéologique. Ce qui est sûr, c'est qu'ANEL provient de la droite traditionnelle et non pas de l'extrême droite. En effet, les Grecs Indépendants sont nés d'une scission qui s'est opérée au sein du parti de la droite traditionnelle, Nouvelle Démocratie, dirigé par Antonis Samaras, l'ancien premier ministre auquel Alexis Tsipras vient de succéder. Cette scission était due au refus d'une fraction des élus de Nouvelle Démocratie des mesures d'austérité décidées par Samaras à la demande de l'Union européenne. ANEL se situe sur des positions souverainistes et hostiles à Bruxelles. Il n'est, de loin, pas le seul parti à partager cette ligne ni en Grèce, ni en Europe.

**Peut-on le comparer à l'UDC suisse?**

Dans une certaine mesure, oui. Mais les Grecs Indépendants sont moins obnubilés que l'UDC par les questions relatives à l'identité et à l'immigration. Cela dit, ces sujets occupent aussi une place importante dans leur discours, mais sans avoir cette priorité quasi exclusive que l'UDC leur accorde. Ils sont avant tout souverainistes; autrement dit, ils placent la souveraineté de la Grèce au premier rang de leurs préoccupations.

**Devant les caméras de télévision, le leader des Grecs Indépendants-ANEL, Pânos Kammenos, a déploré le fait que l'Église orthodoxe paye tant d'impôts en Grèce alors que les bouddhistes, les juifs et les musulmans ne faisaient pas autant d'effort. Cette adjonction des bouddhistes — sans doute très marginaux en Grèce! — ne cache-t-elle pas l'antisémitisme ou l'islamophobie du dirigeant d'ANEL et d'une partie de ses militants?**

C'est difficile de le dire à ce stade. On ne trouve guère de traces d'antisémitisme dans les déclarations des dirigeants d'ANEL. Et celle que vous citez ne me paraît pas suffisante pour démontrer le caractère antisémite du leader grec comme c'est le cas d'un Jean-Marie Le Pen, par exemple. Il faut bien avoir à l'esprit que l'Église orthodoxe est, pour ANEL, un pilier essentiel de l'identité grecque et de la souveraineté que ce parti veut incarner; donc, il est cohérent lorsqu'il cherche à la défendre tout particulièrement.

Pour ce qui est de l'islamophobie, elle est sans doute plus présente dans la rhétorique des Grecs Indépendants. Il faut

dire que les thèmes de l'islam et de l'immigration clandestine sont particulièrement prégnants en Grèce. Ce pays est le plus concerné du continent — avec l'Italie — par l'afflux des clandestins, en raison de la porosité de sa frontière avec la Turquie. Près de 80% des immigrés clandestins arrivant en Europe passent par la frontière gréco-turque. Or, la plupart de ces clandestins proviennent des pays musulmans. Dans le contexte de crise économique et sociale que l'on connaît en Grèce, il est tentant pour un parti souverainiste de surfer sur la vague islamophobe.

**Quels sont les liens ouverts ou cachés entre ANEL et le parti ouvertement nazi, Aube Dorée?**

Sur les liens cachés, je ne peux rien en dire. Quant aux liens ouverts, je ne les ai pas remarqués. Les Grecs Indépendants et Aube Dorée ne sont pas issus des mêmes familles politiques. ANEL présente plus de liens avec Nouvelle Démocratie et la droite conservatrice traditionnelle, alors qu'Aube Dorée est un parti d'extrême droite néo-nazi et qui assume cet héritage.

**Pourquoi le nouveau premier ministre Tsipras s'est-il allié avec ANEL (qui vient d'obtenir 13 sièges au parlement) plutôt qu'avec le parti communiste KKE (15 sièges) dont son parti Syriza est plus proche sur le plan idéologique?**

Syriza et ANEL ne sont pas identiques, loin de là. Mais les deux camps s'accordent idéologiquement sur les affaires européennes — le sujet crucial de la Grèce actuellement — et

partagent souvent une même vision des relations internationales, regardez par exemple leur positionnement sur la Russie ou les États-Unis. Certes, Syriza et ANEL sont en désaccord concernant l'immigration et le multiculturalisme. Mais, justement, en s'alliant avec ANEL, Tsipras espère recevoir le soutien d'un nombre important de Grecs qui adhèrent aux positions d'ANEL en matière d'immigration.

Au moment où Alexis Tsipras doit défendre ses positions sur la scène internationale, il doit rassembler le plus possible de citoyens sous la bannière du gouvernement. Avec une alliance Syriza-ANEL, il ratisse ainsi plus large que s'il s'était allié avec les communistes qui, d'une certaine manière, sont trop proches de lui en termes idéologiques. C'est donc un choix tactique qui a conduit le nouveau premier ministre à s'allier avec les Grecs indépendants.

**Cette alliance entre Syriza et ANEL préfigure-t-elle l'émergence d'un front des extrêmes, droite et gauche, en Grèce, voire en Europe?**

L'obstacle principal à la création de ce front des extrêmes réside dans la détestation réciproque des deux camps qui se sont affrontés, parfois violemment, au cours de l'Histoire. Toutefois, force est de reconnaître que l'extrême gauche et l'extrême droite partagent une même lecture des rapports de force internationaux. Ainsi, un leader d'extrême-droite comme Marine Le Pen, un parti conservateur comme ANEL et la gauche radicale grecque, soutiennent-ils la Russie contre les États-Unis.

L'antiaméricanisme est, d'ailleurs, une idéologie qui leur est commune. Ainsi, les droites et gauches radicales au Parlement européen ont voté ensemble contre le Traité transatlantique. Ils ont également en commun la détestation du capitalisme mondialisé. Ce qui est en train de se produire, c'est la fin du bipartisme traditionnel gauche-droite. Sera-t-il remplacé par un autre bipartisme entre, d'une part, les extrêmes gauche et droite rassemblées dans un front populiste et, d'autre part, les partis traditionnels des centres gauche et droit? Rien n'est moins sûr. Car, ce rassemblement des extrêmes buttera toujours sur la question de l'image sulfureuse véhiculée par certains.

Ainsi en Grèce, il serait inenvisageable que Syriza s'alliât avec les nazis d'Aube Dorée. Les électeurs du parti de la gauche radicale ne pourraient en aucun cas y souscrire. D'une manière générale, revendiquer un tel accord serait destructeur pour ces partis qu'ils soient d'extrême gauche ou d'extrême droite, car il signifierait le reniement d'un combat (l'antifascisme pour les uns, l'anticommunisme pour les autres) qui reste un élément majeur de leur identité historique. En revanche, qu'il y ait des votes communs sur certains sujets du fait d'une vision idéologique commune, est possible comme le prouve l'actualité.

**Quel est l'état actuel des droites en Grèce?**

Les dernières élections ont rebattu les cartes à droite. Le grand parti conservateur, Nouvelle

Démocratie a essuyé un revers historique. Depuis la chute des Colonels en 1974, cette formation de la droite traditionnelle caracolait régulièrement en tête, obtenant des scores de 40% des suffrages. Aujourd'hui, elle est tombée à moins de 28%. Le LAOS, parti d'extrême droite, n'a plus d'élu. Il a retiré trop tardivement son soutien à la politique d'austérité des précédents gouvernements.

Les souverainistes d'ANEL ont remporté 13 sièges et leur sort est désormais lié aux résultats que le gouvernement Tsipras obtiendra ou non. Et, bien sûr, il reste Aube Dorée qui a maintenu sa représentation au parlement, avec 17 députés et à peu près 7% des voix. Le paysage des droites est donc désormais très fragmenté.

**À ce propos, le parti nazi Aube Dorée représente-t-il un danger réel ou un fantasme médiatique?**

Aube Dorée n'est en aucun cas un fantasme et ce parti qui adhère ouvertement aux thèses nazies représente une menace réelle. Tout d'abord, il figure aujourd'hui au troisième rang des forces politiques du pays, alors même que la plupart de ses dirigeants croupissent en prison ou sont poursuivis par la justice. Dans les autres pays européens, on comprend mal comment un parti nazi peut faire des voix. Pour saisir ce phénomène, il faut avoir en tête qu'Aube Dorée a su pleinement utiliser les opportunités offertes par l'effondrement de l'État en Grèce. Il n'y a plus, dans ce pays, de services sociaux et d'aides aux démunis.

Dès lors, à l'instar des nazis dans l'Allemagne des années 1930, Aube Dorée cherche à offrir des services que l'État n'a plus les moyens d'assumer, comme la distribution de soupes populaires, l'aide aux personnes âgées, ou encore la surveillance de certains quartiers marqués par une forte criminalité. En même temps qu'il procure ces aides, le parti Aube Dorée stigmatise ses boues émissaires favoris, à savoir les immigrés. Dans une Grèce livrée à la pauvreté, de tels appels peuvent rencontrer l'assentiment d'une partie de la population. Il ne faut pas se leurrer, aujourd'hui, Aube Dorée est devenue une véritable force politique.



MAGALI  
BALENT

POLITOLOGUE  
MAÎTRE DE  
CONFÉRENCE  
À SCIENCES-PO,  
PARIS

© DR / 2015



DANS LES RUES D'ATHÈNES, LES GRAFFITIS D'EXTRÊME DROITE OU NÉONAZIS FLEURISSENT (VOIR ÉGALEMENT PHOTOS EN PAGE 5).

© ALBERTO CAMPI / 2011



© ALBERTO CAMPI / 2011

# Le crépuscule d'Aube Dorée n'est pas à l'ordre du jour

Face à des souverainistes ayant échoué, aux centristes de La Rivière très attachés à l'Europe et à Nouvelle Droite qui reste décrédibilisée, la troisième force politique grecque, les nazis d'Aube Dorée, se tient en embuscade. PAR JEAN-NOËL CUÉNOD



© ALBERTO CAMPI / ARCHIVES

Depuis la chute des Colonels en 1974, la Grèce vivait sous l'alternance, à droite, de Nouvelle Démocratie, et à gauche, du parti socialiste PASOK. En fait, ce sont surtout trois clans qui se sont succédés aux affaires; d'une part, les Karamanlis et Mitsotakis (Nouvelle Démocratie) et d'autre part, les Papandréou (PASOK). Avec pour tactique commune et coûteuse pour le pays, l'arrosage des clientèles électorales.

À gauche, Syriza domine désormais et le PASOK est réduit à sa plus simple expression, passant de 43,9% des suffrages et 158 députés à 12,3% et 33 députés aux élections de 2012, puis, le mois dernier à 4,7% et 13 députés. Côté droite traditionnelle, Nouvelle Démocratie a accompagné la chute du PASOK mais de façon moins brutale, en ne disposant plus que de 76 députés (sur 300) contre 129 en 2012. La situation de la droite souverainiste alliée à Syriza (Greks Indépendants-ANEL) a été précédemment abordée (lire pages 4 et 5). Le parti du centre To Potami (La Rivière), d'orientation plutôt libérale et europhile, a réussi à élire 17 députés alors qu'il n'a qu'un an d'existence.

La mauvaise surprise vient du score réalisé par les nazis d'Aube Dorée, qui, avec 6,28% arrive en troisième position au parlement (17 députés). Par rapport aux élections de 2012, ce parti ne perd qu'un seul député, alors que toute sa direction est en prison, poursuivie pour participation à une organisation criminelle, à la suite de l'assassinat en septembre 2013 de Pavlos Fyssas, un rappeur antifasciste.

Le chef et idéologue des nazis grecs, Nikos Michaloliakos, fait partie des détenus; avec 71 membres de son parti, il a été renvoyé en jugement le mois dernier par la Cour d'appel d'Athènes. Cet éloquent palmarès n'a nullement empêché la formation extrémiste de convaincre plus de 6% des électeurs à voter pour son programme, axé sur l'antisémitisme, le racisme et la chasse violente aux immigrés.

Incarnée aujourd'hui par Aube Dorée, l'extrême droite grecque est liée à l'Histoire de ce pays. Depuis son indépendance dans

les années 1830, la Grèce n'est jamais parvenue à créer un État digne de ce nom, cette lacune permettant aux doctrines autoritaires de prospérer. De 1936 à 1941, le général Ioannis Metaxas a instauré une dictature qui reprenait toutes les positions fascistes, sauf sur le plan international.

Metaxas s'était, en effet, opposé aux forces de l'Axe au début de la Seconde Guerre, poursuivant l'alignement sur la politique britannique jusqu'à l'effondrement de son régime et l'invasion de la Grèce par l'Allemagne. La guerre civile — mettant aux prises groupes armés de gauche et de droite — qui avait éclaté juste après la Libération, a encore ébranlé les très fragiles institutions de la Grèce, provoquant la mort de 200 000 personnes entre 1946 et 1949.

La Grèce ne s'est jamais tout à fait remise de cette épreuve. Et en 1967, les colonels ont balayé la démocratie en instaurant une dictature fascisante jusqu'en 1974. Dès cette année-là, les institutions démocratiques ont été rétablies, sans pour autant empêcher les dérives clientélistes et claniques, ni abolir les privilèges d'un autre âge en faveur des armateurs et l'Église orthodoxe.

## RHÉTORIQUE HITLÉRIENNE

Aube Dorée a tout d'abord donné son nom à une revue d'extrême droite fondée en 1980 par Nikos Michaloliakos; elle s'est transformée en parti politique dès 1993. S'il conteste du bout des lèvres son étiquette de formation nazie, ce mouvement se réfère dans ses écrits et ses discours à la rhétorique hitlérienne, défend des positions négationnistes et son antisémitisme est patent. Son folklore et ses structures (couleurs noires, rouges et blanches, salut fasciste, uniformes, organisation paramilitaire) se réfèrent clairement au nazisme des années 1920-1930, à telle enseigne que le préfixe «néos» semble de trop pour le qualifier.

Aube Dorée puise dans ce modèle son inspiration en matière d'occupation du terrain.

«D'un côté, les groupes d'Aube Dorée provoquent des troubles en s'attaquant à leurs opposants politiques et aux immigrés; de l'autre, ils utilisent ce climat de peur qu'ils ont largement contribué à instaurer, en se faisant les gardiens des 'vrais Grecs.'»

Ainsi, il a fait régner son ordre dans le quartier d'Agios Pantelimonas, au centre d'Athènes, comme le relève le journaliste grec Dimitris Psarras, auteur du livre *Aube Dorée, livre noir du parti nazi grec* (Éditions Syllepse): «Quant au modèle appliqué par Aube Dorée à Agios Pantelimonas — la transformation des brasseries et des bars en repaires des sections d'assaut — il n'est pas difficile de retrouver son origine dans les méthodes utilisées par le parti nazi quand il tentait de prendre le contrôle des cafés de la capitale allemande afin d'investir la ville, rue après rue, quartier après quartier.»

D'un côté, les groupes d'Aube Dorée provoquent des troubles en s'attaquant à leurs opposants politiques et aux immigrés; de l'autre, ils utilisent ce climat de peur qu'ils ont largement contribué à instaurer, en se faisant les gardiens des «vrais Grecs». Comme l'a noté Magali Balent (pages 4 et 5), les dirigeants d'Aube Dorée s'efforcent de se donner une image d'organisation caritative, tout en faisant des immigrés l'une de leur cible.

Ces derniers, pour Aube Dorée, n'arrivent pas en Grèce pour fuir la misère, mais, note Dimitris Psarras parce qu'ils sont «envoyés par les Turcs» qui, à leur tour, sont utilisés par les «puissants» et les «clubs aux intérêts occultes» tels que la Commission Trilatérale et le groupe Bilderberg. Et qui se cachent derrière tout cela? Bien entendu, les Juifs!

C'est donc ce parti qui est désormais la deuxième force politique de la droite en Grèce et la troisième du pays. On imagine le profit politique qu'il pourrait retirer d'un échec du gouvernement Tsipras qui serait aussi celui de son allié de droite, les Grecs Indépendants.

Face à des souverainistes ayant échoué, aux centristes de La Rivière très attachés à l'Europe et à Nouvelle Droite qui reste décrédibilisée, Aube Dorée aurait alors beau jeu de se présenter comme la seule alternative à droite apte à défendre la souveraineté grecque. En abordant la dette publique grecque et son remboursement, Bruxelles devra aussi tenir compte du paramètre «Aube Dorée».

Gilberte Favre



La langue  
des dieux

L'Aire

Hayat  
FINE ART  
SELECTION



Rue Saint-Victor 2  
1227 Carouge

Ouverture  
du mercredi au samedi  
de 13h30 à 18h00

et sur rendez-vous  
en dehors des heures  
d'ouverture



contact@hayatfineartselection.com  
+41 (0) 79 636 14 79

www.hayatfineartselection.com

PARCE QUE NOTRE  
MUSÉE  
DOIT AVOIR UN AVENIR

CHARLOTTE DE SENARCLENS & MANUEL TORNARE CO-PRÉSIDENTS

REJOIGNEZ  
LE



CERCLE  
DE SOUTIEN  
MAH+  
GENÈVE

POUR UN NOUVEAU  
MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE

INSCRIPTION ET INFORMATIONS SUR  
WWW.CERCLEMAHPLUS.CH  
INFO@CERCLEMAHPLUS.CH

LA CONTREBASSE  
DE PATRICK SÜSKIND / AVEC CLOVIS CORNILLAC



ÉQUILIBRE

nuiTHONiE

THÉÂTRE | ÉQUILIBRE  
SAMEDI 28 MARS  
2015 À 20H

Une âme tourmentée,  
une symphonie d'émotions,  
Clovis Cornillac maîtrise  
à merveille sa partition.

WWW.EQUILIBRE-NUITHONIE.CH

RÉSERVATIONS FRIBOURG TOURISME  
ET RÉGION 026 350 11 00

# Centrales à charbon: la Suisse cravache en pleine ruée vers l'Est et son «or sale»



© KEYSTONE / ARCHIVÉS

Multinationales, établissements bancaires publics, oligarques, entreprises chinoises et sociétés-écrans misent depuis peu sur le filon énergétique le plus polluant au monde: les centrales à charbon. Elles reviennent en puissance dans les terres balkaniques, de la Slovaquie à l'Albanie, où des sociétés basées en Suisse se taillent une large part du gâteau. Sans oublier le rôle controversé du Français Alstom.

PAR FEDERICO FRANCHINI

Si, en Suisse, la construction de centrales à charbon est pratiquement interdite, dans d'autres pays, elle connaît un franc succès. Avec le soutien actif d'entreprises helvétiques. Après l'euphorie qui a gagné l'Allemagne — des sociétés publiques suisses y ont placé leurs billes<sup>1</sup> — c'est vers les Balkans que se ruent aujourd'hui les industriels à la recherche d'un nouvel eldorado énergétique. Au moins une vingtaine de projets sont en cours de réalisation en Slovaquie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, Kosovo et Albanie. Avec des fortunes diverses. Et l'implication de sociétés suisses.

En Slovaquie, la plus haute cheminée d'Europe (260 mètres) émerge de la centrale électrique de Trbovlje depuis 1975. Elle a été érigée à une telle hauteur pour éviter que l'émission de fumées nocives ne s'accumule dans l'étroite vallée de la Save. Lorsque les stocks de charbon locaux ont été épuisés, tout le monde supposait que la centrale allait être démantelée. Mais ces anciennes usines à charbon sont désormais convoitées par les investisseurs privés, souvent installés en Suisse.

Ainsi une société basée à Genève, l'Edelweiss Investment SA, s'est portée candidate au rachat de cette centrale, dont la majorité du capital est détenue par le groupe public slovène Holding Slovenske Elektrane (HSE). Administrée par Patrick Eraers, citoyen suisse domicilié à Dubaï, et représentée par son unique employée, la directrice Christine Moulin Borcard, Edelweiss Investment SA appartiendrait en réalité au Russe Oleg Burlakow<sup>2</sup>. En septembre 2014, HSE a reçu une offre d'achat de la part de Burlakow, à travers la firme genevoise. Une information confirmée par la cheffe de la communication de l'électricien public slovène. Elle nous explique qu'HSE a refusé l'offre finale de la société suisse et que la centrale est désormais en liquidation. Selon des observateurs locaux, plusieurs facteurs ont contribué à ce re-

fus. Parmi les plus importants figurerait «l'organigramme peu transparent» de la société Edelweiss Investment SA. Une centrale peut en cacher une autre. À 25 km de distance à vol d'oiseau de Trbovlje, au nord de la Slovaquie, plus précisément à Sostanj, une nouvelle ère a commencé en 2014 dans l'exploitation de la lignite, la forme la plus polluante du fossile le plus polluant au monde: le charbon. Nous sommes à Termoelektrarna Sostanj, une centrale thermoélectrique contrôlée, elle aussi, par le groupe public slovène HSE. La sixième unité de 600 mégawatts de cet établissement bâti dans les années 1950 est entrée en fonction en automne dernier. Démarrée en 2007, la «modernisation» de cette unité a vu ces coûts initiaux doubler. Et avec ce contre-coup financier, tous les risques liés à ce genre d'opération sont apparus: lourds impacts environnementaux, corruption et conflits d'intérêts.

## LE CANAL D'INVESTISSEMENT DE LA BERD

Ce projet a pourtant bénéficié d'importants prêts publics, notamment de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ce dernier organisme est détenu par l'Union européenne, la BEI et par 64 pays dont la Suisse, qui est membre de son Comité exécutif. C'est à travers la BERD que la Suisse finance des projets dans le charbon. Le conseiller national grison Josias Gasser (Verts libéraux) a déposé le 12 décembre 2014 une interpellation réclamant l'arrêt de l'utilisation de fonds publics pour le financement de centrales à charbon à l'étranger: «La Suisse participe financièrement à des institutions telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Or, ces banques



TERMoelektrarna Nikola Tesla, Obrenovac, Serbie.

© ALBERTO CAMPI / 2014

financent notamment les centrales à charbon de Turceni, de Sostanj, de Kolubara (EPS Power II et site d'extraction de lignite) et de Belchatow II, toutes financées par la BERD, de Jamshoro et de Naga City, financées par la BAD, de Medupi, financée par la Banque mondiale, et de Tata Mundra, financée par la BAD et la Banque mondiale. Pour lesquelles de ces centrales la Suisse a-t-elle approuvé le financement par les dites banques, s'y est-elle opposée ou s'est-elle abstenue? Le Conseil fédéral doit encore répondre à cette question.

Mais si le financement public ne s'arrête pas devant les dangers environnementaux, il est au moins temporairement bloqué par les risques de corruption. En avril 2012, Thomas Mirrow, président de la BERD, annonce la suspension du versement d'un prêt de 100 millions d'euros. En cause, une enquête pour corruption qui impliquerait le principal fournisseur de la centrale slovène de Sostanj: Alstom. Deux mois auparavant, un rapport de la Commission slovène pour la prévention de la corruption dénonce le processus d'attribution du marché portant sur la construction de la centrale. Outre les liens étroits entre la multinationale basée en France et certains intervenants dans ce processus, la Commission indique clairement que «le projet a été conçu et mis en œuvre d'une manière non transparente, avec un manque de supervision et grevé d'influences politiques et de lobbying, en raison desquelles il existe un risque élevé de corruption et de conflit d'intérêts»<sup>3</sup>.

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) s'intéresse également à l'affaire. «L'Office a bouclé son enquête en mars 2014», communique le bureau de presse de l'organisme. «Elle avait examiné des irrégularités qui auraient été commises dans le projet financé par l'Union européenne, à travers différents partenaires.» L'OLAF a envoyé son rapport d'enquête avec des recommandations au procureur général de la République

de Slovaquie. En octobre 2014, la police slovène annonçait que, pendant la construction de la centrale thermoélectrique, un trou de 284 millions d'euros aurait été creusé.

## SCHÉMA DE FRAUDE

Selon la presse slovène, le groupe Alstom aurait bénéficié de la somme en question. La police a mis sous enquête dix personnes, soupçonnées d'avoir participé à un schéma de fraude lors de la construction de cette centrale. L'enquête pénale a permis d'analyser une centaine de comptes bancaires en Slovaquie et à l'étranger. Le Ministère public de la Confédération nous confirme que le procureur général suisse a reçu plusieurs demandes d'entraide judiciaire dont une partie ont déjà été achevées. Contacté, Alstom déclare ne pas vouloir commenter les enquêtes en cours. Cette multinationale a également connu des déboires aux États-Unis. Elle a été accusée de corruption dans plusieurs pays par le Département américain de la justice. Le 22 décembre 2014, après avoir plaidé coupable et passé un accord, Alstom a écopé d'une amende record de 722,29 millions de dollars.

La société française peut se targuer d'une longue tradition industrielle en Suisse, où elle emploie 6400 personnes. À Baden, dans le canton d'Argovie, le groupe a établi le siège mondial de la division «thermal power» qui assure plus de 45% du chiffre d'affaire du groupe et gère un quart de la production mondiale d'énergie. Cette division a été rachetée en 2014 par l'américaine General Electric pour un montant de 12,3 milliards de dollars. L'opération permettra à cette division «thermal power» très controversée de disparaître des écrans. Alstom et certains de ses dirigeants ont été jugés coupables de corruption dans différents pays au cours des dernières années. Certains

de ces cas ont transité par Baden. En 2011, par exemple, le Ministère public de la Confédération avait condamné la société Alstom Network Schweiz à une amende de 2,5 millions de francs, à une créance compensatrice de 36,4 millions de francs et au paiement des frais de procédure qui s'élevaient à 95 000 francs environ. Elle avait été déclarée coupable de ne pas avoir pris toutes les mesures d'organisation raisonnables et nécessaires pour empêcher le versement de montants de corruption à des agents publics étrangers en Lettonie, Tunisie et Malaisie. Quelques mois après, la Banque mondiale avait placé la société sur une liste noire à la suite d'un paiement illicite versé en vue de décrocher un contrat en Zambie.

Par la suite, la nomination de l'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss, comme président du conseil d'administration d'Alstom Suisse, devait être le signe d'un nouveau départ. Le cas slovène montre que les virus de la corruption n'ont probablement pas encore été tous éradiqués.

1. Les Forces motrices bernoises (FMB) participent à la centrale de Wilhelmshaven, la tessinoise AET et la Regio Energie de Soleure à celle de Lünen.  
2. Petja Rijavec, chef communication de HES affirme qu'Edelweiss Investment appartient à M. Burlakow. Mais celui-ci ne figure pas dans le registre de commerce. À Genève il y a cinq sociétés Edelweiss, disposant d'un capital de 100 000 francs, administrées par Me Eraers et dirigées par Mme Moulin Borcard: Edelweiss Investment SA, Edelweiss Investment Real Estate SA, Edelweiss Investment Holding SA, Edelweiss Investment S.Pb SA, Edelweiss Investment S.P. SA. Edelweiss est logée auprès de la fiduciaire Comservice. Spécialisée dans la création de sociétés, cette dernière dispose de bureaux à Genève et Dubaï; elle est dirigée par Mme Moulin Borcard et administrée par la famille Eraers. Nous avons pris langue par courriel avec la Comservice qui n'a pas répondu à notre message.  
3. Le 30 janvier 2015, la BERD a décidé de suspendre le financement dans la centrale à charbon de Turceni, en Roumanie. Le projet est soumis à un certain nombre de défis juridiques pour des raisons environnementales et les autorités roumaines sont en train d'enquêter sur les allégations de corruption.

# Bienvenue au pays du charbon

Ugļjevik est un petit bourg minier situé dans la République serbe de Bosnie qui a donné le nom à un type de charbon bitumineux particulier (*coal ugljen*), extrait ici depuis plus d'un siècle. Une grande partie de ce combustible couleur marron était utilisée pour alimenter les chaudières d'une centrale adjacente, appartenant à la République serbe de Bosnie, l'une des deux entités politiques formant l'État de la Bosnie-Herzégovine. Riche en réserves de charbon, ce pays symbolise la ruée vers ce combustible fossile en Europe du Sud-Est.

Quatre centrales à charbon publiques — dont la technologie est jugée obsolète — fonctionnent aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine et appartiennent au secteur public. Dans les prochaines années, elles seront remplacées par des unités qui, dans certains cas, seront privatisées (ou placées sous un partenariat public-privé). Dans ce contexte, de riches étrangers n'ont pas manqué de se lancer dans le marché du charbon bosniaque. Plutôt qu'à l'ensemble de la société, la privatisation des concessions minières et de la production d'électricité semble profiter à un groupe restreint de personnes.

C'est le cas du milliardaire russe Rashid Sardarov, qui a fait fortune dans le pétrole et le gaz. Au printemps 2011, sans qu'aucun appel d'offre public ne soit publié, la Comsar Energy Ltd — une société lui appartenant, basée à Chypre — envoie une lettre d'intention au gouvernement de la RS (République Serbe de Bosnie-Herzégovine). La missive demande deux concessions: une pour la mine de charbon de Ugļjevik et l'autre pour bâtir et gérer un nouvelle unité de la centrale électrique adjacente.

Neuf jours plus tard, le gouvernement accepte la proposition de Sardarov. À cet effet, entre la Comsar et l'entreprise publique qui gère la mine et la centrale (RITE), une *joint venture* est créée, à savoir la Comsar Energy Republika Srpska (CERS). Celle-ci est détenue à 90% par Sardarov et à 10% par le gouvernement local. Au moment de la création de la CERS, 10% des actions de Comsar Energy Ltd appartiennent à une autre société, l'Elnasort Financial Inc., enregistrée aux Îles Vierges Britanniques. Un actionnaire de cette société, Dusko Perovic, est potentiellement en situation de conflit d'intérêt puisqu'il représente le gouvernement de la Republika Srpska à Moscou et, en même temps, apparaît comme partenaire d'affaire et bras droit de Sardarov en Bosnie-Herzégovine.

Cette histoire a été révélée par le *Center for Investigative Reporting* de Sarajevo. Ce réseau de journalistes a créé un site web remarquable (en anglais)<sup>1</sup> où l'on peut suivre de nombreuses enquêtes concernant le secteur de l'énergie en Bosnie-Herzégovine. «L'énergie est un domaine très intéressant pour nous. Beaucoup d'intérêts financiers et politiques sont en jeu.



© ALBERTO CAMPPI / 2015

En outre, disposer d'un approvisionnement électrique sûr et propre relève d'un intérêt public majeur», nous explique Emir Zatega, un journaliste qui a travaillé sur ces enquêtes. Pour ce confrère, la Bosnie-Herzégovine n'a pas de stratégie claire pour produire de l'énergie, ni pour l'utiliser: «C'est le terrain idéal pour ourdir des affaires louches; dans ce contexte, l'intérêt public et l'environnement figurent tout au bas de la liste des priorités.»

La galaxie de Comsar touche également la Suisse. Une première société a été constituée à Genève en 2008 et liquidée à Zoug en 2014. En 2011, deux autres entités sont créées au bout du Léman. L'une, la Comsar Engineering, avait pour but toute activité en relation avec l'assistance technique, le conseil, l'exécution et la signature de contrats liés à la construction de centrales électriques, ainsi que développement et exploitation de mines de charbon à l'étranger. L'autre, la Comsar Energy Trading, était consacrée au commerce des matières premières énergétiques, et affichait comme membres du conseil d'administration, Rashid Sardarov et Dusko Perovic. Ces deux sociétés ont été liquidées l'an dernier. Comsar dispose aujourd'hui des deux autres filiales genevoises: Comsar Energy Trading & Utility SA et Comsar Energy Transmission & Distribution SA, dirigées par le monténégrin Darko Perovic<sup>2</sup>. Sur la page web de la société, le siège de Genève est considéré comme «Head Office». Selon le contrat entre Comsar Energy et RITE, en cas de litige, la procédure d'arbitrage se déroulerait à Genève<sup>3</sup>.

En octobre 2014, le gouvernement de la République serbe de Bosnie a livré un permis de construction partiel pour un nouveau bloc de la centrale thermique de Ugļjevik. La centrale sera bâtie par la compagnie chinoise CPECC et il est prévu de créer deux unités de 300 mégawatts chacune. Mais les choses avancent lentement à Ugļjevik où une association écologiste basée à Banja Luka lutte contre la délivrance des permis.

Stanari est une municipalité située à 70 km à est de Banja Luka. Depuis leurs maisons, les habitants peuvent observer les collines vertes environnantes. La beauté de ce paysage est cassée par une vaste mine à ciel ouvert où des machines géantes extraient de la lignite. À proximité de la mine, des ouvriers chinois sont en train de construire une nouvelle centrale à charbon de 300 mégawatts. Le projet a bénéficié d'un prêt de 350 millions d'euros par la China Development Bank, tandis qu'une société chinoise a été mandatée pour les travaux de construction.

Ce projet a été promu par Vuk (loup en serbe) Hamovic, magnat de l'énergie serbe, qui, en 2005, a obtenu la concession minière, ainsi que le droit de bâtir et d'exploiter la nouvelle centrale. Un accord passé sous la loupe par le *Center for*

*Investigative Reporting*, qui relève une transaction douteuse. Hamovic débarque à Stanari par le truchement de la succursale danoise de la société dont il est majoritaire, l'Energy Financing Team (EFT), basée, elle aussi, à Chypre. Il crée une *joint venture* avec la Stanari Lignite Mine, l'ancienne société de gestion de la mine de lignite, appartenant en majorité à la République serbe de Bosnie. Cette nouvelle entité signe ensuite un contrat avec le gouvernement qui lui concède un droit d'exploitation minière pour trente ans.

En juin 2006, le gouvernement local décide de vendre sa part dans la joint-venture et, quelque mois plus tard, le riche serbe devient le seul propriétaire de la société. La centrale de Stanari commencera ses opérations commerciales en septembre de 2016. EFT a également des liens étroits avec la Suisse. Basé à Saint-Gall, le siège helvétique est le principal centre de négoce du groupe et couvre aussi les tâches liées à la gestion des risques, à la trésorerie, au contrôle et à la commercialisation. Selon le journal économique allemand *Handelszeitung*, en 2013, EFT a réalisé en Suisse un chiffre d'affaire de 839 millions de francs. Cela signifie que la société dégage dans notre pays près de 84% de son chiffre d'affaire, en vendant et en achetant en grande partie de l'énergie dans une vingtaine de pays. D'autres projets helvétiques sont en cours dans la région balkanique. La société de Lugano KTG AG, dirigée par des tessinois d'origine bosniaque, mène un consortium pour la construction d'une centrale à gaz à Zenica, quatrième ville de la Bosnie-Herzégovine. Sur son site, la société luganaise affirme avoir été expressément créée pour développer ce projet.

En 2011, Duferco, l'un des plus grands opérateurs sur le marché des matières premières luganais, avait réalisé, en collaboration avec l'italienne Enel, une étude de faisabilité pour le développement d'un projet de centrale à charbon au Monténégro. L'un des premiers investissements suisses dans les centrales de l'Europe de l'est s'est également conclu au Tessin. En 2005, Azienda Elettrica Ticinese (société publique du canton) avait créé une *joint venture* avec la Asg Power, une société basée à Lugano, détenue par un ingénieur tessinois d'origine kosovare. Ce partenariat prévoyait la construction d'une installation de regazéification de gaz naturel liquéfié (GNL) et d'une centrale à gaz. Le projet a été abandonné par AET, avec une perte de 9 millions de francs pour la société publique tessinoise.

1. <http://www.cin.ba/energopotencijal/en/index.php>

2. Le lien avec Dusko Perovic n'a pas pu être prouvé.

3. Nous avons pris contact par courriel avec Comsar Energy qui n'a pas répondu à notre message. Nous sommes en possession du contrat.

# La banque genevoise Syz & Co jugée à Paris pour travail dissimulé

L'affaire est beaucoup moins retentissante que celle d'UBS, Reyl & Cie et HSBC, poursuivies à Paris pour démarchage illicite et blanchiment de fraude fiscale. Mais elle dévoile les pratiques d'une banque suisse qui, il y a encore peu, agissait en toute impunité sur le territoire français et qui a subi un redressement fiscal dont le montant reste secret. PAR AGATHE DUPARC / MEDIAPART



© ALBERTO CAMPPI / 2015

Après plusieurs années de procédure, la banque privée genevoise Syz & Co sera jugée, le 25 mars 2015, devant le Tribunal de grande instance de Paris pour «travail dissimulé» à l'encontre de deux de ses anciens employés, a appris *Mediapart*. Dans son ordonnance de renvoi, le juge parisien Renaud Van Ruymbeke n'a finalement pas retenu le chef d'inculpation de «fourniture de services d'investissements sans agrément», alors que le 2 octobre 2013, lors de la mise en examen de la banque genevoise, il avait retenu ce qualificatif.

Un ex-employé français est à l'origine des ennuis la banque. À l'automne 2013, Jérôme G. avait témoigné dans *Mediapart* sous couvert d'anonymat, racontant son combat contre son ex-employeur qui l'a longtemps fait passer pour «un affabulateur et un maître chanteur», ruinant sa carrière professionnelle, comme il le rappelle aujourd'hui. Voir ici notre article «Travailler au noir en France pour une banque suisse».

## «TOUT EST EN ORDRE»

De septembre 2004 à juillet 2009, date de son licenciement, ce quadragénaire, «vendeur sur la France», était chargé de commercialiser des fonds de placements auprès de clients institutionnels (banques, caisses de retraite et compagnies d'assurances). En mai 2009, alors que ses conditions de travail se dégradent, il décide de négocier son départ à l'amiable, avec à la clé des indemnités. Un avocat suisse lui apprend alors qu'il travaille dans la plus totale illégalité, non déclaré sur territoire français! Durant cinq ans, Jérôme G., dont le contrat ne men-

tionne aucun lieu de travail, a passé l'essentiel de son temps à Paris où il habite, au vu et au su de sa hiérarchie comme le prouvent plusieurs documents. Or, au-delà de six mois passés sur le territoire français, la banque Syz & Co avait l'obligation de le déclarer auprès des organismes sociaux et de l'administration fiscale française. À plusieurs reprises, l'employé s'inquiète de savoir si son statut de frontalier est bien légal alors qu'il ne travaille que 3 à 4 jours par mois à Genève. On lui répond, uniquement oralement, que «tout est en ordre».

Ainsi quand, après avoir découvert le pot aux roses et demandé des explications, il se retrouve brutalement mis à la porte, il décide d'attaquer son ancien employeur. En octobre 2009, il dépose plainte contre la banque privée genevoise et ses dirigeants auprès du parquet de Paris pour travail dissimulé, fourniture de services d'investissements sans agréments et fraude fiscale, et se constitue partie civile.

Cette plainte était alors riche de menaces pour Syz & Co, puisqu'à l'époque, le dossier comprenait aussi, comme l'a appris *Mediapart*, une dénonciation de la Direction nationale du renseignement douanier (DNRED) sur un étrange épisode: l'interpellation en janvier 2010 à Saint-Julien-en-Genevois, à la frontière franco-suisse, d'un Français, résidant à Marseille, détenteur de 30 000 euros en espèces. Ce dernier expliquait alors avoir ouvert un compte en décembre 2009 à la banque Syz & Co par l'intermédiaire d'un représentant de cette banque venu dans ce but à Marseille.

Mais fin 2012, le parquet jugeait irrécusable la plainte de Jérôme G. sur le volet de la fraude fiscale, invoquant l'absence de plainte préalable de l'administration fiscale. Et pour

cause. Selon nos informations, un accord ultra confidentiel entre la banque suisse et le fisc avait déjà été passé en décembre 2010, pour un redressement d'un montant qui reste inconnu. À l'été 2010, cinq perquisitions ont été menées par la Direction nationale d'enquête fiscale, dont l'une au domicile parisien de l'ancien employé. Ce dernier avait aussi été entendu par les policiers de la Brigade financière de Paris, les Douanes et la direction du fisc. «Mon chiffre d'affaires était en moyenne de 50 millions d'euros par an. En omettant de déclarer cette activité commerciale en France, la banque a échappé au paiement des charges sociales et de l'impôt sur les sociétés. On imagine que le redressement fiscal devait être important», estime Jérôme G.

## OMISSION «INTENTIONNELLE»

À trois reprises, le juge Van Ruymbeke a demandé au fisc qu'on lui communique ce montant, se heurtant à un refus du fisc. Datée du 3 juillet 2014, son ordonnance de renvoi devant le tribunal semble avoir accouché d'une souris. Le magistrat n'a retenu que la qualification de «travail dissimulé par dissimulation de salarié», notant que la banque a «intentionnellement» omis de déclarer auprès des organismes sociaux et du fisc français l'emploi de son ex-vendeur. Il cite aussi le cas d'un autre employé qui a travaillé de mai 2008 à septembre 2009 dans les mêmes conditions.

Jérôme G. avait déjà raconté à *Mediapart* que ce collègue frontalier était fictivement logé chez un cadre de Syz à Annemasse alors qu'il vivait et travaillait à Paris et qu'il avait «préféré partir avec des indemnités (...) sans

cause de remous», car il continue à travailler dans le secteur.

À la grande déception de Jérôme G. et de son avocat Maître Stéphane Drai, le magistrat parisien a prononcé un non-lieu concernant les faits de «fourniture de services d'investissements sans agrément». Van Ruymbeke a suivi les explications de la banque genevoise qui a expliqué qu'il était possible de vendre sans agrément des produits financiers (en l'occurrence des SICAV luxembourgeoises «Oyster Funds») puisque que le vendeur (Jérôme G.) se limitait à fournir une «recommandation générale» sur le produit et non une «recommandation personnalisée» assimilable à un conseil financier qui aurait nécessité une autorisation. Distinction subtile!

«J'ai du mal à comprendre ce raisonnement», rétorque aujourd'hui l'ancien employé. Il fait valoir le fait que, «comme par hasard», trois mois après le redressement fiscal, en mars 2011, la banque Syz & Co s'est décidée à ouvrir un bureau à Paris, place Vendôme, sous le nom de Oyster France SAS, obtenant un agrément pour un statut de «conseil en investissement financier» (CIF) auprès de l'ANACOFI (l'Association nationale des conseillers financiers) pour vendre les mêmes produits financiers qu'auparavant. De son côté, son avocat se demande comment il peut y avoir «à la fois emploi dissimulé et commercialisation de produits financiers autorisés».

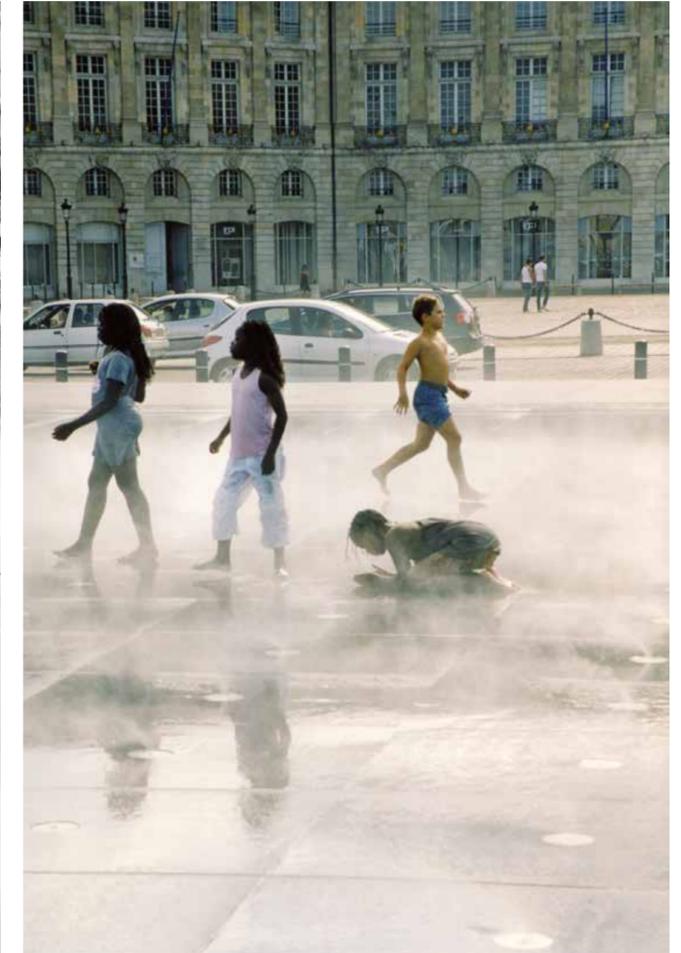


**10<sup>ème</sup>**  
**Festival International**  
**du Film Oriental**  
**de Genève**  
 du 20 au 29  
 mars 2015

**fifog.com**  
**Cinémas du Grütli, Versoix, Lausanne, France voisine**



08 08 08 © VALÉRIE FREY / BORDEAUX



PRIÈRE D'INSÉRER © YVES LAPLACE / BORDEAUX, 8 AOÛT 2008

## LA RUE ET SES PASSANTS, LIGNES DE FUITE DU MONDE

Valérie Frey et Yves Laplace ont parcouru depuis 1997 une vingtaine de pays, d'ouest en est, du nord au sud. Ils ont photographié des femmes et des hommes dans des paysages marqués par l'Histoire. De ces voyages, ils publient un livre, «Archipel des passants», mêlant littérature et photographie.

«**S**ans les passants, qui témoignent par leur présence même de ce que nous appelons la réalité, le monde nous resterait invisible.» Il est rare de toucher une telle fibre philosophique dans un travail photographique. Valérie Frey et Yves Laplace ont sillonné, depuis 1997, d'anciens et nouveaux mondes — «d'Épidaure vers l'Oural, via Sarajevo, Kiev et Mopti...» — à la fois avec les yeux du photographe, de l'écrivain et du philosophe. Ils livrent cette expérience dans un livre, *Archipel des passants*<sup>1</sup>, qui force l'étonnement dès la première image.

Dans cet «ensemble ouvert dont la perspective est fragmentaire et poétique» — c'est ainsi que les auteurs définissent leur ouvrage —, les passants sont des témoins de l'humanité. «On ne trouvera pas de fantômes ici, mais on croquera comme dans un miroir les oubliés, les rejetés, les délaissés, les damnés, mais aussi les heureux, les souriants, les amoureux, les nostalgiques, les inquiets, les conquérants. Le monde est ainsi fait», analyse Marc Gabriel Jehouda, dans la préface. (suite en page 14)

1. *Archipel des passants*, Éditions Infolio, 2014.

TEXTE FABIO LO VERSO  
 PHOTOS VALÉRIE FREY ET YVES LAPLACE

«On ne trouvera pas de fantômes ici, mais on croisera comme dans un miroir les oubliés, les rejetés, les délaissés, les damnés, mais aussi les heureux, les souriants, les amoureux, les nostalgiques, les inquiets, les conquérants.  
Le monde est ainsi fait.»

MARC GABRIEL JEHOUDA

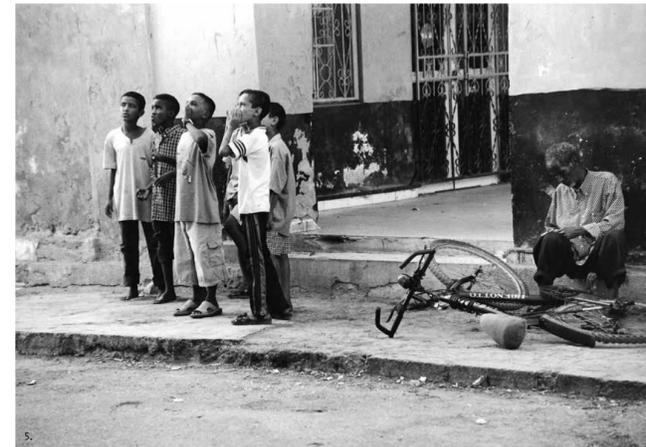
PRÉFACE DU LIVRE  
ARCHIPEL DES PASSANTS

«Aucune des images proposées ici ne relève d'une 'mise en abyme'; aucune n'a été mise en scène. Aucune n'a été explicitement sollicitée; pourtant aucune n'a été 'volée', expliquent Valérie Frey et Yves Laplace. Auteurs en 2001 d'un précédent ouvrage commun, *Les déposés* (Éditions Stock, Paris), dans *Archipel des passants*, ils mêlent littérature et photographie. Les images capturées des passants — «compagnons momentanés du hasard», selon la formule de Charles-Henri Favrod, fondateur du Musée de l'Élysée à Lausanne — alternent à côté de textes descriptifs et subjectifs.

Valérie Frey et Yves Laplace sont tour à tour photographes et écrivains. Ils manient

la plume et l'objectif avec grâce et élégance. Mais la texture poétique de leurs écrits ne trahit pas pour autant la réalité.

*Archipel des passants* est un ensemble cohérent de reportages sur le terrain, bien que marqués d'une subjectivité débordante. Extrait choisi: «En chemin, voici trois îles déchirées, chargées d'histoire, qui font plus ou moins face à la Palestine et qui sont comme autant de pôles paradoxaux: Malte, la Crète et Chypre. Ces pôles inhabitables, incendiés, n'en finiront-ils donc jamais de nous aveugler?» Page après page, les photographies, issues de tirages argentiques, s'enchaînent comme les étapes d'un voyage intérieur. (suite en page 15)



Nous avons suivi le fil des «apparitions isolées», un classique de la photographie de rue ou de voyage. Que fait donc une fillette dans un bois habité par des hommes corpulents à moitié dévêtus? Étonnant, cet attroupement de militaires en tenue mimétique jouant les touristes à proximité de deux jeunes femmes blondes qui descendent vers le fleuve.

Dans un parking près d'un aéroport, sept hommes sont habillés en noir. Certains sont des gardes de sécurité, d'autres peut-être des passagers. Difficile de les distinguer. Deux jeunes femmes voilées croisent deux jeunes femmes en jupe et bottes de cuir. Quel destin les fait échouer les unes et les autres sur la même voie? Et ces enfants espiègles qui vocifèrent à côté d'un homme qu'on dirait âgé et au bord de l'épuisement?

«Ligne de fuite»: c'est le titre de l'une des sections du livre. Mais il aurait pu coiffer l'ensemble des pages, tant les passants de Valérie Frey et Yves Laplace semblent se déplacer suivant des lignes de fuite. Comme dans une perspective.

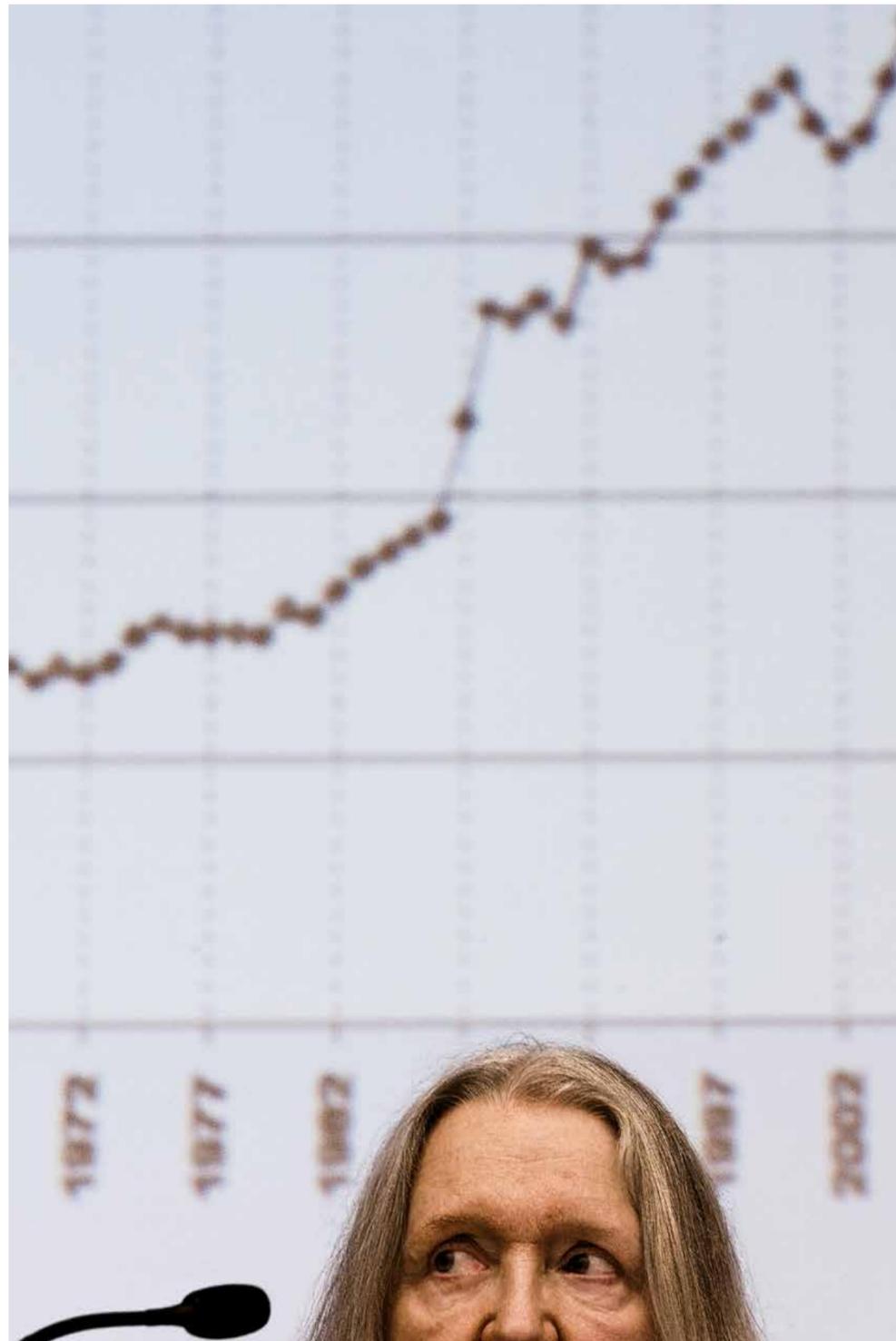
En fermant les pages de ce livre-voyage intérieur, ce sont ces phrases qui nous hantent: «Rien n'est plus précaire que le sentiment de résidence, l'impression d'être installés sur la terre, plus ou moins flanqués de voisins, de frères ou d'alliés qui sont parfois nos pires ennemis... Tout passe, malgré nous et avec nous, nous sommes les passants d'un archipel toujours en mouvement (...)» Métaphore de la vie, *Archipel des passants*, assemblage réussi de textes et de photographies, fait éclater un puissant désir d'humanité.

LÉGENDES DES PHOTOS:

1. PETIT CHAPERON BLEU © YVES LAPLACE / SARAPOULI, OURAL, JUILLET 2011.
2. LE MÊME ET L'AUTRE © VALÉRIE FREY / RABAT, DÉCEMBRE 2013.
3. «EN AVANT VERS LA RECONSTRUCTION DU VIEUX-PONT» © YVES LAPLACE / MOSTAR, OCTOBRE 2001.
4. JEUNESSES... © VALÉRIE FREY / PETERHOF, PRÈS DE SAINT-PÉTERSBOURG, JUILLET 2000.
5. CYCLES © YVES LAPLACE / DJIBOUTI, FÉVRIER 2003.
6. ORATORIO © VALÉRIE FREY / CHISINAU, MOLDAVIE, JANVIER 2003.

# Les scandales de l'évasion fiscale s'étalent sur grand écran

Le *Prix à payer*, documentaire du réalisateur canadien Harold Crooks, fait vigoureusement le tour de la question de ces multinationales qui refusent de payer leurs impôts. PAR DAN ISRAËL / MEDIAPART



L'ÉCONOMISTE SASKIA SASSEN THÉORISE LA RUPTURE DU CONTRAT SOCIAL LORSQU'UNE PARTIE TRÈS IMPORTANTE DE LA POPULATION BÉNÉFICIE DE PRIVILÈGES FISCAUX.

© ALBERTO CAMPI / GENÈVE, 2011

Quand les multinationales font tout ce qui est en leur pouvoir pour ne pas payer d'impôt et que les États censés s'assurer de la juste répartition de la charge fiscale ferment les yeux, on n'est pas loin de la «rupture du contrat social», voire de la «mort des démocraties». Pour la première fois, ces arguments sont présentés sur grand écran. Avec les armes, et l'impact, propres au meilleur du cinéma.

Le *Prix à payer*, le documentaire du réalisateur canadien Harold Crooks qui est arrivé dans une cinquantaine de salles françaises, sera sans doute un jalon important dans la prise de conscience collective sur ces questions fondamentales. Pourquoi les États sont-ils si lents pour colmater les brèches du système fiscal international, largement exploitées par les grandes entreprises et leurs fiscalistes? Comment la finance a-t-elle pris la main sur le politique? Le sursaut amorcé depuis deux ans sous l'égide du G20 et de l'OCDE va-t-il aboutir?

Ces questions brûlantes sont toutes abordées dans le film *Le Prix à payer*. Elles sont plus que jamais d'actualité, comme viennent de le prouver une série d'informations récentes. Le 1<sup>er</sup> février, nous apprenions que dans le cadre du budget américain pour 2016, le président Barack Obama souhaitait taxer les quelque 2000 milliards de dollars que stockent les entreprises américaines dans les paradis fiscaux, loin du fisc. Pour éviter de payer les 35% d'impôt sur les bénéfices normalement dus, Microsoft et Google ont choisi les Bermudes, alors que Facebook et HP privilégiaient les îles Caïmans et que Apple se réfugie dans les îles Vierges...

## LE CURIEUX MONTAGE COMPTABLE DES «BÉNÉFICES EXCÉDENTAIRES»

Cette situation est tellement confortable pour Apple que lorsqu'il s'agit de payer des dividendes à ses actionnaires, elle préfère emprunter de l'argent plutôt qu'écarter son magot. Apple et ses semblables espéraient qu'Obama ferait comme George W. Bush en 2004, leur offrant une amnistie fiscale et taxant à seulement 4% les profits qu'elles consentiraient à rapatrier. C'est raté, et il sera passionnant de savoir comment le débat parlementaire tournera sur cette question.

Autre point chaud, la Commission européenne a annoncé, le 3 février, qu'elle ouvrirait une enquête sur les conditions très favorables que la Belgique réserve aux multinationales, à coup de «tax rulings», ces accords secrets entre l'administration fiscale et les entreprises, également spécialité du Luxembourg. L'Union européenne s'intéresse au système, inconnu jusqu'à des révélations de presse en décembre et janvier, des «bénéfices excédentaires». Un curieux montage fiscal, réservé aux multinationales pouvant prétendre qu'une partie de leurs bénéfices réalisés en Belgique viennent en fait exclusivement de leur appartenance à un grand groupe mondial, et ne doivent donc pas être taxés sur le territoire. «Système généralisé», qui «constituerait une distorsion grave de la concurrence», craint la commissaire à la concurrence Margrethe Vestager.

Enfin, le journal *L'Expansion* révèle<sup>1</sup> que Microsoft a consenti à verser au fisc français 16,4 millions d'euros pour régler un long

conflit, portant sur un redressement fiscal engagé contre l'entreprise dans l'Hexagone (un autre redressement, dont la facture dépasse les 52 millions d'euros, est toujours contesté par l'entreprise). Une victoire symbolique pour la France, et son service spécialisé dans les redressements fiscaux des grandes entreprises, la direction des vérifications nationales et internationales. La DVNI est particulièrement active contre les multinationales qui tentent de passer entre les mailles du filet: outre Microsoft, elle a ouvert des enquêtes sur Amazon, Yahoo, Google, Facebook ou eBay...

Cet activisme n'a justement pas échappé aux auteurs, canadiens, du *Prix à payer*. Ils ont décidé de le montrer en exemple, en filmant quelques heures du travail de cette unité, d'ordinaire très secrète. Son directeur, Olivier Sivié, et ses hommes sont présentés sous un jour particulièrement favorable dans le film. «C'est vrai que nous souhaitons les montrer un peu comme des super-héros. Nous sommes allés les voir parce que nous savons que le fisc français prend des initiatives fortes pour combattre la façon dont les multinationales essayent d'éviter de payer leurs impôts», explique Brigitte Alepin, la scénariste du film.

Cette avocate fiscaliste québécoise a écrit, en 2003, *Ces Riches qui ne paient pas d'impôts*, best-seller en Amérique du Nord. Son livre suivant, *La Crise fiscale qui vient*, paru en 2010, a servi de base au documentaire qui sort cette semaine. «Je souhaitais faire un film pour ne plus parler seulement au '1%' d'intellectuels qui me lisaient, dans mes livres ou mes chroniques dans les médias québécois», explique-t-elle. Un souhait réalisé en bonne partie grâce à la centrale des syndicats du Québec, qui a financé six mois de travail de préparation, le temps de réunir l'équipe du film, et en particulier Harold Crooks, le réalisateur dont elle avait «révélé» en raison de ses films précédents, comme *Survivre au progrès*. Ce dernier n'a pas hésité longtemps à suivre Brigitte Alepin, sur un sujet qui lui tient à cœur et à propos duquel il a des idées très arrêtées: «À mon sens, le monde *offshore* représente une menace grave contre les innovations sociales majeures du XXI<sup>e</sup> siècle: la classe moyenne et l'État providence», indique-t-il à *Mediapart*.

## DE L'ÉTAT PROVIDENCE À L'ÉTAT CONCURRENCE»

C'est ce que le film s'emploie à démontrer, en déroulant des arguments qui ne seront pas étrangers à ceux qui ont déjà vu *La Grande Évasion*, le documentaire de Xavier Harel diffusé sur Arte en octobre 2013, dont *Mediapart* avait dit le plus grand bien. Mais là où Harel employait l'humour grinçant pour souligner l'absurdité de l'évasion fiscale au niveau mondial, Crooks et Alepin ont choisi une tonalité plus sombre, faisant défiler témoins et arguments sur fond de nuages d'orage menaçants et de musique lourde.

Pas de révélation fracassante dans leur travail, mais une mise en cohérence réussie de toutes les bribes racontant l'élaboration du système mondial actuel, où l'un des avantages compétitifs majeurs des entreprises réside dans leur capacité à éviter l'impôt. Quand il ne s'agit pas tout simplement de frauder le fisc. C'est en quelque sorte la mise en images, convaincante, de ce qu'on trouve dans les trois principaux livres disponibles en français sur la question: le classique de 2006, *Les paradis fiscaux* (Éditions La Découverte) co-signé par le journaliste Christian Chavagneux et Ronen Palan (interviewé dans le film), l'ouvrage mordant du Britannique Nicolas Shaxson, *Les paradis fiscaux. Enquête sur les ravages de la finance néolibérale* (Éditions André Versailles, 2012) et l'excellent livre de Xavier Harel, *La grande évasion. Le vrai scandale des paradis fiscaux* (Éditions Les liens qui libèrent, 2010).

On voit donc l'économiste et activiste Saskia Sassen théoriser la rupture du contrat social lorsqu'une partie très importante de la population bénéficie de privilèges fiscaux, comme si elle était une nouvelle noblesse,

face à un tiers état à qui rien n'est épargné. On écoute Shaxson, secondé très efficacement par le père William Taylor, pasteur et député travailliste local, raconter comment la City est devenue la plus grande place financière offshore du monde dès les années 1970, à la faveur de la création des «eurodollars», ces billets virtuels qui pouvaient être échangés partout sauf aux États-Unis et qui ont lancé la finance mondialisée.

On redécouvre, dans la bouche de Thomas Piketty, comment les réformes libérales engagées par Ronald Reagan et Margaret Thatcher ont fait le lit de la remontée en flèche des inégalités dans les pays développés. Et comment l'État providence est devenu un «État

s'exprimer assez longuement Tim Ridley et Richard Rahn, respectivement ex-président et ex-directeur de l'autorité monétaire des îles Caïmans, ou Stuart Fraser, un ancien responsable de la Corporation de la City. Un passage clé montre d'ailleurs Fraser, ce symbole des symboles des lobbyistes financiers, affronter la foule lors du mouvement *Occupy London* en 2011. Un certain courage qui ne lui a pas attiré la sympathie des manifestants, au contraire d'une figure centrale du documentaire, qu'on voit en plein dans son élément parmi les activistes, s'attirant leurs acclamations après une riposte aux arguments du représentant de la City. Il s'agit de John Christensen, dirigeant et fondateur du *Tax justice network*, l'ONG la

nance, à l'heure où, trading à haute fréquence oblige, la durée moyenne de détention d'une action ne se compte plus en mois ou en jours, mais en secondes.

«Je me suis rappelé une phrase de l'auteur russe Anton Tchekhov, qui disait que si vous accrochez un fusil au mur au premier acte dans une pièce de théâtre, alors il faut l'utiliser au troisième acte. J'avais montré au premier acte que la City de Londres et les grandes banques (mes bêtes noires) sont les créateurs des juridictions du secret connues sous le terme de «paradis fiscaux», explique-t-il. Dans l'acte trois, je voulais donc me concentrer sur les remèdes disponibles. L'un des remèdes les plus évidents (même s'il est principalement symbolique) est d'imposer aux spéculateurs une taxe sur les transactions financières, celle que les activistes de la société civile nomment «taxe Robin des bois!»

## LA PLUS CONVAINQUANTE SCÈNE DU FILM

Cette conviction forte a donné naissance à l'une des belles surprises du film. On y rencontre Sam Holloway, un pompier noir de Chicago, dont le réalisateur a déniché l'histoire dans un hebdo alternatif, le *Chicago Reader*. Fin 2012, sa brigade a perdu l'un de ses responsables dans un feu d'immeuble. Et lorsqu'il est venu lui rendre hommage, le maire de Chicago, Rahm Emanuel, ancien bras droit de Barack Obama, en a profité pour annoncer aux pompiers que leur système de retraite menaçait de faire faillite, et qu'il faudrait donc réduire leurs pensions. Le pompier Holloway lui a alors proposé de taxer à la place les transactions se déroulant tous les jours à la Bourse de Chicago, célébrissime marché mondial de matières premières, et au *Chicago Mercantile Exchange*, son petit frère spécialisé dans les produits dérivés.

«Le 'Merc' est le plus grand marché de produits dérivés du monde, et c'est le trading non régulé de ces produits qui a failli faire s'effondrer l'économie mondiale, rappelle Harold Crooks. J'ai su que Holloway était mon homme: une forte présence qui parlerait à M. et Mme Tout-le-monde.» Le film est sorti en France début février, avant tous les autres pays, mais il a déjà été montré plusieurs fois, au Canada et ailleurs. «Le public trouve en général que la scène où Sam Holloway explique sa proposition de taxe sur les transactions est une des plus convaincantes du film», témoigne le réalisateur. Le public n'a pas tort.



© PATRICK GILLÉRON LOPRENO / GENÈVE, 2014

concurrence». Parmi les passages obligés de la démonstration, on se réglera des extraits des auditions très musclées menées contre Amazon, Yahoo ou la banque Barclays par les députés britanniques. Tout comme de l'interrogatoire au couteau de Tim Cook, patron d'Apple, et de ses lieutenants par le démocrate américain Carl Levin qui, avant de prendre sa retraite il y a quelques mois, avait démontré qu'une des filiales de l'entreprise accumulant le plus d'argent était un fantôme fiscal ne payant aucun impôt...

Autre rappel très utile: l'universitaire canadien Alain Deneault<sup>2</sup> détaille le rôle important du Canada dans l'éclosion des paradis fiscaux caribéens, aujourd'hui si précieux aux multinationales américaines. Il est à ce titre délicieux, ou glaçant, de voir cette interview d'époque de Jim MacDonald, célèbre avocat installé aux Caïmans dès le début des années 1960, qui déclare placidement: «Je ne ressens aucune honte à ne pas payer d'impôts.»

Le film laisse une place aux arguments des défenseurs du système actuel, en faisant

plus pointue dans la lutte contre l'évasion fiscale. Originnaire de Jersey, paradis fiscal bien établi où nous l'avions rencontré en septembre 2014<sup>3</sup>, Christensen a été le conseiller fiscal du gouvernement local pendant douze ans, avant de se détourner de son métier et de s'opposer féroce à ses anciens camarades. Les militants et les sympathisants du *Tax justice network* sont omniprésents dans *Le Prix à payer*. «C'est vrai que nous leur avons laissé une place particulière, reconnaît Brigitte Alepin. Il n'y a pas beaucoup de personnes qui connaissent si bien le système et qui sont en même temps capables d'en parler clairement. Ils nous ont passé beaucoup d'informations et nous ont orientés.»

La dernière partie du film se détache des constats et de la thématique de l'optimisation fiscale à proprement parler, en s'intéressant à la taxe sur les transactions financières, dont l'instauration est pour l'instant en panne en Europe<sup>4</sup>. Le lien entre ces deux versants du film n'est peut-être pas limpide pour le spectateur, mais il paraît évident pour le réalisateur, qui dénonce les dérives du monde de la fi-

1. Microsoft redressé de 16,4 millions d'euros par le fisc français, *L'Expansion* du 2 février 2015.

2. Voir l'entretien vidéo de M. Deneault (13:18 minutes) dans «Paradis fiscaux, la filière canadienne», par Dan Israël, *Mediapart* du 7 juillet 2014.

3. «À l'assaut de Jersey, le secret bien gardé des riches», par Dan Israël, *Mediapart* du 15 septembre 2014.

4. «Taxe Tobin: les banques font leur marché chez les hauts fonctionnaires», par Ludovic Lamant, *Mediapart* du 9 décembre 2014.





atelier Claire Lavigne & atelier Vladimir Bosen  
courtpointière & tapissier, à Lausanne  
clairelavigne.com & vladimirbosen.com

Atelier, la rubrique qui donne carte blanche aux créateurs d'ici et ailleurs /

## Quand Galilée a fait tourner le monde et les têtes

*Splendor Veritatis*, roman historique qui vient de paraître chez Slatkine, décrit les milles méandres que prend la vérité scientifique pour s'imposer malgré tout. Et malgré le pouvoir. PROPOS RECUEILLIS PAR LUISA BALLIN

**P**ourquoi avez-vous écrit «*Splendor Veritatis*» et pour quelle raison avez-vous choisi de le signer avec un pseudonyme?

**François Darracq:** Je connaissais bien cette histoire pour l'avoir étudiée en tant qu'historien. J'avais déjà publié un livre sur l'affaire Galilée sous mon nom, Stéphane Garcia. J'ai changé de nom pour éviter que l'on confonde l'historien et le romancier. François Darracq n'est d'ailleurs qu'un demi-pseudonyme ou plutôt un cryptonyme puisque j'ai pris mon deuxième prénom et le nom de ma mère.

**Votre livre parle d'histoire, de science, de religion, d'amour, de sensualité et surtout de politique. Qui a-t-il de vrai ou d'inventé dans votre version romancée de l'affaire Galilée?**

J'ai trouvé cette histoire passionnante. Elle comporte des éléments authentiques et des éléments fictionnels. J'étais fasciné par l'idée que Galilée était face à cette machine de l'Inquisition qui voulait le faire taire et qu'en fait, sa condamnation n'a fait que favoriser le processus de diffusion de ses idées. C'est ce que je montrais dans ma thèse écrite il y a dix ans et je me suis dit que je devais poursuivre. Vous parlez d'un roman d'espionnage et cette histoire y ressemble un peu. Elle me faisait penser à celle de Soljenitsyne qui est parvenu à faire publier ses écrits sur le goulag à l'étranger malgré le système de censure dans l'Union soviétique d'alors. Cela se passait au vingtième siècle et à fortiori au dix-septième siècle, le système répressif était plus poreux. Ces deux épisodes ont quelque chose d'universel. La vérité ne peut être retenue indéfiniment. Dans l'affaire Galilée, une idée aussi forte, qui avait trait au cosmos, ne pouvait pas être étouffée. Il y a toujours une voie qui permet à la vérité de se frayer le chemin qui ira vers le but.

**Comment avez-vous fait de Melchior Inchofer, agent de l'Église, un agent de ce chemin qui se fraie pour la postérité?**

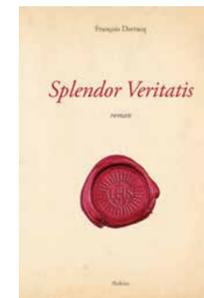
Mon livre comporte deux degrés. Celui purement historique où l'on s'aperçoit que condamner une idée, c'est attirer la lumière sur elle. Et un deuxième, qui est de dire qu'au sein de l'Église tout le monde n'était pas d'accord avec ce qui se passait. Certes, la partie réactionnaire a gagné. Mais tout bon roman peut se résumer en une question. Et si un membre de l'Église, et de l'Inquisition de surcroît, avait su que Galilée avait raison, que se serait-il passé? Il m'a paru intéressant de prendre un jésuite qui était aussi astronome — l'Église comptait à l'époque de nombreux scientifiques en son sein — qui pouvait donc connaître cette vérité. Et j'ai mis cet inquisiteur face au cas de conscience suivant: laisser faire ou agir contre?

**Dans votre roman, le pape Urbain VIII, Maffeo Barberini, Toscan comme Galilée, démontre une certaine sympathie envers le célèbre savant. Pourquoi a-t-il changé d'avis?**

Ce pape démontrait en effet une véritable ouverture. Dans la véritable histoire, Galilée était persuadé que rien n'était joué d'avance, raison pour laquelle il a persévéré jusqu'à en être condamné. L'affaire Galilée est très idéologique. Certains voudraient faire croire que l'Église avait tous les arguments de son côté et que les choses étaient dites d'avance puisque Galilée n'arrivait pas à prouver ce qu'il affirmait. Qu'en somme, l'Église devait faire ce qu'elle a fait, à l'époque où elle l'a fait, en attendant que l'on sache si Galilée avait raison. Mais cela ne s'est pas passé ainsi. Ce roman montre la complexité des choses et le fait que cette condamnation était avant tout politique. Au début, le pape était favorable à Galilée, mais parce qu'il fallait un tour de vis général lié à des questions de politique internationale et de politique interne à l'Église, Galilée a été pris dans la machine de l'Inquisition.

**Ce livre décrit aussi en filigrane les différences entre la Rome papale et Florence. Galilée est le protégé du grand duc Ferdinand de Médicis et Rome ne peut donc pas attaquer la Toscane. Mais ces deux États, qui feront partie de l'Italie unifiée, doivent montrer leur force...**

C'était une réalité. Galilée était relativement bien traité parce qu'il était le protégé du grand duc. De même qu'à un certain



FRANÇOIS DARRACQ  
ALIAS STÉPHANE GARCIA  
(PHOTO: DR)  
*SPLENDOR VERITATIS*  
ÉDITIONS SLATKINE  
GENÈVE

**Le pape François fait preuve d'une ouverture d'esprit remarquée. Cela démontre-t-il qu'une évolution s'est produite au sein de la Compagnie de Jésus?**

Certainement. Je ne suis pas un spécialiste de l'Église mais sa configuration a changé. Le conservatisme le plus dur serait plutôt du côté de l'Opus Dei que des jésuites. La Compagnie de Jésus a été dissoute au dix-huitième siècle, car les jésuites étaient devenus tellement puissants au sein de l'Église qu'ils ont dû faire face à un vent de fronde qui leur a coûté l'existence même de la compagnie. Elle a été recrée quelques décennies plus tard, mais la Compagnie de Jésus n'a plus aujourd'hui la place qu'elle avait dans l'Église au dix-septième siècle puisqu'elle était, à l'époque, l'Ordre de la contre-Réforme. Le cœur de l'orthodoxie passait par les jésuites, ordre militant de l'Église catholique avec ses grandes figures conquérantes comme Ignace de Loyola et François Xavier. Une Église qui se retourne contre le monde protestant et qui veut regagner les âmes.

**Lorsque le Genevois Diodati, ami de Galilée, est interrogé par Inchofer, un des assistants de l'Inquisiteur lui dit que l'on ne peut le condamner puisqu'il est protestant. Cela semble paradoxal que le réformé devienne intouchable alors que l'Inquisition s'acharne contre Galilée le catholique.**

Un protestant pouvait être condamné pour n'importe quel crime qui aurait été commis, mais pas pour un crime de foi, parce que le tribunal de l'Inquisition ne pouvait juger que des catholiques qui auraient commis une faute contre la foi catholique. Ce tribunal s'assurait ainsi de l'orthodoxie de ses ouailles. Un protestant pouvait circuler librement en pays catholique sous Inquisition et même être reçu avec les honneurs à Rome s'il ne s'agissait pas d'un converti.

moment Galilée profite d'être dans les petits papiers du pape. J'ai cherché à mettre en scène cette ouverture papale du début et le fait qu'à un moment donné Galilée et ceux qui gravitent autour de lui se disent qu'avec un tel patronage, celui du pape, rien de peut leur arriver. Ils se croient plus forts que les jésuites qui sont au cœur du système.

**Dans ce rapport de forces, les membres de l'Académie des Lynx, admirateurs de Galilée, se sentent intouchables...**

Exactement! Ils se leurrent en croyant que tout dépend d'un homme, le pape, alors qu'il s'agit de tout un système et d'un rapport de forces multiple qui se joue. L'Église est comme un gros bateau, où chacun travaille à ses manettes, mais on ne fait pas dévier le bateau si facilement.

**Dans votre récit, lorsqu'une bohémienne dit à Inchofer qu'il sera peut-être pape, vous faites dire à l'inquisiteur: «Le fondateur de mon ordre excluait qu'un jésuite devienne évêque ou cardinal. La règle a été assouplie au fil du temps, mais je crains qu'il faille des siècles avant que l'un des nôtres ne monte sur le trône de Saint-Pierre...» Clin d'œil à l'histoire, puisque le pape François est un jésuite?**

Cela ne vous a pas échappé et c'était en effet voulu. J'étais en train d'écrire ce livre lorsque le premier pape jésuite est arrivé sur le trône de Saint-Pierre. J'ai pensé qu'il fallait introduire une petite allusion pour les personnes attentives. C'était en effet un clin d'œil!

# Sous la pression du marché de l'art, les musées appellent Berne au secours

Exposer des tableaux comme ceux de l'artiste français Paul Gauguin est onéreux. Pour les seules primes d'assurance, les musées bâlois dépensent chaque année des millions de francs. Certains directeurs en appellent à une garantie des pouvoirs publics. Une proposition controversée

PAR KAREN N. GERIG À BALE / TAGESWOCHE



JEAN TINGUELY, ÉLÉMENT DÉTACHÉ, RELIEF MÉTA-MÉCANIQUE, 1954.

© ALBERTO CAMPI / BAËLE, 2013

À couper le souffle: la valeur d'assurance des œuvres de Paul Gauguin exposées à la Fondation Beyeler s'élève à 2,5 milliards de francs suisses. À l'instar des bouches d'aération qui tournent à plein régime devant les 43 tableaux et 8 sculptures du célèbre peintre français, c'est l'hypercentralisation qui menace le directeur du musée de la fondation, Sam Keller. Le moindre dégât – survenu, par exemple, en déplaçant un tableau – obligerait le musée à verser une franchise correspondant à un pour mille de la valeur d'assurance, franchise qui pourrait atteindre quelque 2,5 millions de francs dans le cas d'une œuvre de Gauguin.

Le marché de l'art et ses prix se sont envolés durant ces dernières années; les valeurs d'assurance des œuvres exposées en ont fait automatiquement de même. Environ 40% du budget que le Kunstmuseum de Bâle consacre à ses expositions est absorbé par les primes d'assurance, souligne son directeur commercial Stefan Charles. Avec les coûts de transport et de personnel, les primes d'assurance représentent le poste de bilan le plus onéreux. Et chaque année, celles-ci augmentent d'environ 10%.

Pour le moment, personne ne voit la fin de cette spirale. Jusqu'au 28 juin\*, la Fondation Beyeler exposera la toile la plus chère du monde: Nafea faa ipoiipo (Quand te maries-tu ?) de

Paul Gauguin. Elle vient d'être vendue par son propriétaire bâlois 300 millions de dollars à la famille royale du Qatar. Et ce n'est que «la pointe émergée de l'iceberg», selon des experts du marché de l'art. D'autres achats plus onéreux suivront. Tant que l'art restera un placement très profitable, de véritables fortunes continueront d'y être investies dans le monde entier. Bientôt, les musées ne pourront plus suivre ce rythme infernal et seront dans l'impossibilité de racheter des œuvres.

Pour présenter les plus grands noms de l'art, ils organiseront des expositions de plus en plus importantes, en surface et en nombre d'œuvres. Des expositions aux dimensions et aux ambitions de blockbuster. Et devront alors faire face à des coûts de même croissance.

## VICTIMES DE LEUR PROPRE SUCCÈS?

Dès lors, certains directeurs de musée craignent de ne plus être en mesure de montrer au public les œuvres les plus connues. Or, la survie des musées dépend de ces grands noms de la peinture qui attirent les fortes affluences. À n'en pas douter, la foule sera présente à la Fondation Beyeler pour admirer la toile la plus chère du monde ainsi que les autres œuvres de Gauguin. La billetterie représente une part considérable dans le budget

d'un musée. La Fondation Beyeler et le Kunstmuseum de Bâle tablent donc sur une moyenne de 300 000 visiteurs par an. Les subventions fédérales assurent le reste du budget, de même que l'appui financier des sponsors et mécènes. Ces derniers jouent d'ailleurs un rôle déterminant dans le financement des musées. Et ont intérêt à ce que les musées organisent des expos à succès. Cela dit, les musées ont aussi leur responsabilité dans cette spirale de renchérissement. «Malheureusement», reconnaît le directeur Sam Keller. Car lorsque un artiste est exposé dans une institution muséale, il augmente sa valeur. À tel point que, souvent, les musées ne peuvent plus se permettre l'achat de ses travaux. La valeur de l'artiste renchérit également son exposition dans d'autres musées. «Les musées et les artistes doivent-ils continuer à être des victimes de leur propre succès?», s'interroge Sam Keller. Pour les musées, l'évolution à la hausse des prix du marché de l'art est une épée à double tranchant. D'une part, un artiste très coté suscite l'intérêt des visiteurs; d'autre part, il augmente ainsi constamment ses propres frais et ceux des lieux où il expose ses œuvres.

Peter Doig en est un exemple. L'une de ses toiles a été vendue plus de 10 millions de francs à une vente aux enchères de Christie's à Londres, juste avant que ses œuvres soient exposées à la Fondation Beyeler, en automne 2014. Résultat: l'ensemble

des œuvres de l'artiste écossais ont été aussitôt réévaluées sur la base de leur nouvelle valeur marchande, faisant exploser le coût des assurances à la charge de la Fondation Beyeler. Pendant combien de temps, les musées pourront-ils résister à cette pression?

Certains directeurs de musées proposent cette solution: introduire une garantie des pouvoirs publics. En Suisse, l'idée fait son chemin. Dans cette optique, la Confédération se chargerait du risque financier lié aux dommages occasionnés par le transport des œuvres ou qui surviendraient au cours de l'exposition. Les pays européens ainsi que les États-Unis connaissent depuis longtemps cette forme de protection étatique.

Les musées n'allégeraient pas seulement le poids des primes d'assurance — la garantie de la Confédération permettrait de renégocier avantageusement les contrats avec les assureurs —, «cela nous donnerait également de la hauteur pour mieux travailler en collaboration avec des institutions internationales», déclare Stefan Charles.

Toutefois, les musées de Bâle disposent d'ores et déjà d'arguments pour plaider leur cause auprès des assureurs. «Lorsque nous mettons sur pied une grande exposition, nous négocions avec une douzaine d'agents d'assurance», explique Stefan Charles. «Certaines primes sont lourdement augmentées en raison de l'état déficient des infrastructures. Or, grâce aux travaux entrepris dans nos bâtiments, nous correspondrons à la norme suisse, qui reste très élevée en matière de sécurité des bâtiments.»

D'ailleurs, pour cause de rénovation et d'aménagement de salles nouvelles, le bâtiment principal du Kunstmuseum Basel est fermé jusqu'en avril 2016. Les normes de sécurité seront respectées. Mais avec cet effet pervers: pour parer aux coûts de ces travaux, la direction devra remplir les nouveaux espaces en exposant des artistes très cotés, avec toutes les conséquences fâcheuses que cela comporte quant à l'augmentation des coûts en assurance des œuvres.

## UN MARCHÉ LUCRATIF POUR LES ASSUREURS

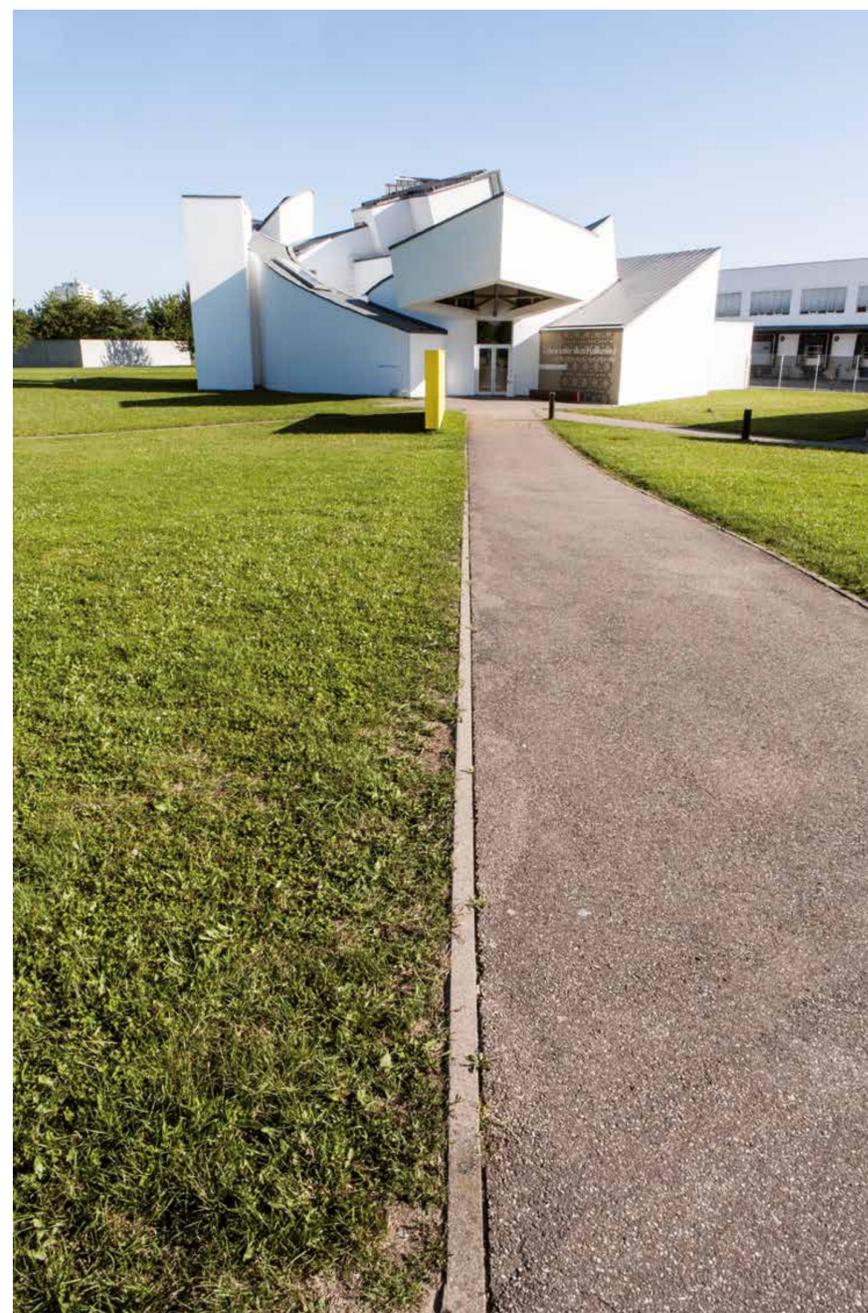
Pour les assurances, le marché de l'art se révèle donc fort lucratif. Séduits par son potentiel financier, les assureurs tablent sur le renchérissement de la prime. Mais une assurance ne peut, à elle seule, couvrir tous les risques. Les grands musées négocient alors des contrats avec des consortiums d'assurances, ce qui a pour effet de mener le marché de la réassurance à la hausse. Le milieu de l'art et celui des assureurs observent ces développements avec un mélange de sentiments proches de l'inquiétude. Car si les musées ne peuvent plus se permettre d'organiser des expositions, les assureurs verront leur juteux marché s'envoler. Dietrich von Frank, expert en marché de l'art auprès de la Nationale Suisse, comprend la volonté des musées d'obtenir une garantie de l'État: «Ce serait merveilleux, dans la mesure où les musées ne devraient plus payer de primes.»

Mais la Confédération n'aurait pas les moyens de relever ce défi. En cas de dommages, les montants des réparations pourraient se chiffrer en milliards de francs, non pas en millions. Il faudrait pour cela revoir le budget fédéral, une mission impossible à réaliser en peu de temps. C'est pourquoi, dans son message sur la planification culturelle quinquennale, le Conseil fédéral a rejeté la demande de garantie de la Confédération, déposée par plusieurs cantons, pour la période 2016-2020. Parmi les demandeurs figure Bâle-Ville, qui se dit «très concerné» par le sujet. Avec le Kunstmuseum, la Fondation Beyeler et le musée Tinguely, ce canton concentre un nombre important de musées attirant un large public d'amateurs d'art.

Dans le contexte de la planification culturelle quinquennale de la Confédération, Bâle-Ville a réclamé, en automne dernier, la création d'un groupe de travail, afin de soumettre le projet de garantie de la Confédération à un examen précis. Cette demande a été suivie d'effet. Discuté en commission, le dossier devait faire son entrée dans la session de printemps des Chambres fédérales, actuellement en cours.

«C'est pour nous un thème d'une extraordinaire importance», affirme Philippe Bischof, directeur du Département cantonal bâlois de la culture. «Aujourd'hui, chaque exposition est déficitaire... Même en cas de succès!» Le diktat du marché conduit les musées à vouloir constamment surenchérissement — jusqu'au collapsus? «Cela doit changer, si nous voulons préserver la qualité et la diversité de notre offre muséale», poursuit-il. «Au niveau international, nous perdons déjà petit à petit du terrain en termes de compétitivité», affirment en chœur Stefan Charles et Sam Keller. Mais peu de musées en Suisse sont concernés, «juste une poignée». Voilà qui expliquerait, selon eux, l'absence d'une véritable prise de conscience sur le plan fédéral.

Philippe Bischof se dit heureux qu'un groupe de travail ait été créé. La pression est désormais mise sur les parlementaires et les départements fédéraux concernés. «La Confédération a pour responsabilité de calmer la tension qui crispe les musées», ajoute-t-il. «Et il s'agit d'intervenir aussi bien au niveau financier que politique.» De son côté, Stefan Charles, directeur commercial du Kunstmuseum de Bâle, se veut pragmatique:



VITRA DESIGN MUSEUM, SIS À WEIL AM RHEIN EN ALLEMAGNE, PRÈS DE BAËLE.

© ALBERTO CAMPI / 2010

«Nous serions déjà satisfaits avec une participation de la Confédération aux frais d'assurance.» Dans ce but, Berne a pu dégager pour le moment une somme annuelle de 300 000 francs, considérée comme ridicule en regard des frais effectifs qui se chiffrent en millions.

## LA BALLE EST DANS LE CAMP POLITIQUE

À ce stade, la perspective d'une garantie à 100% de la Confédération paraît éloignée. D'autres solutions sont à l'étude. L'une d'entre elles mettrait en place une garantie de la Confédération «partagée». Un musée pourrait ainsi assurer une partie de son exposition, Berne prenant en charge l'autre», explique Dietrich von Frank. Un deuxième modèle possible consisterait à faire jouer à la Confédération le rôle de réassureur, ce qui aurait pour effet de faire baisser sensiblement les primes payées par les musées. Dietrich von Frank distingue aussi une troisième voie: le regroupement entre cantons, avec ou sans la participation de la Confédération.

L'expert propose que les institutions cantonales puissent ainsi se couvrir mutuellement. Concrètement, les musées se prêteraient les œuvres, qui resteraient ainsi assurées selon la valeur marchande établie au moment du contrat, sans augmentation. Ils s'engageraient mutuellement par exemple à res-

taurer les œuvres en cas de dommages. Mais nous restons dans le domaine des hypothèses. Les musées attendent donc que la politique s'empare de la question. Pour le moment, une exposition comme celle de Paul Gauguin à Bâle n'est pas donnée à tous les musées. Et les mieux dotés ne peuvent se permettre ce genre de manifestation que tous les deux ou trois ans.

\* Fondation Beyeler, Riehen. Du dimanche 8 février au dimanche 28 juin 2015. Tous les jours de 10h à 18h, mercredi de 10h à 20h. Renseignements: 061 6459700 ou www.fondationbeyeler.ch

# Hugh Quennec, l'homme qui voit la vie en grenat

Président de Genève-Servette HC, il affectionne les visions d'ensemble et les projets à long terme. Rencontre avec un passionné de hockey sur glace qui étend son influence au football et même au rugby. Qu'est-ce qui fait courir cet acteur majeur de la Genève d'aujourd'hui? Interview d'un homme déterminé à donner, ou redonner, toute sa place au sport genevois. PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-CHRISTOPHE AESCHLIMANN



HUGH QUENNEC: «NOUS AVONS DÉVELOPPÉ CES DERNIÈRES ANNÉES UNE FILIÈRE SPORT-ÉTUDES, AVEC LA COLLABORATION DU DÉPARTEMENT CANTONAL GENEVOIS DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. ELLE A NÉCESSITÉ BEAUCOUP D'INVESTISSEMENTS.»

© DAVID FRAGA / 2014

L'élégance du ton et de la pose, la synthèse des propos, la conviction forte mais modulée avec subtilité: Hugh Quennec tient du diplomate. Pas de déclaration fracassante, mais une volonté d'aller loin. Depuis bientôt dix ans, sa contribution à la réussite sportive de Genève en matière de hockey sur glace, aux côtés de Chris McSorley, est incontestable. Mais il n'y a pas que le hockey dans la vie de Hugh Quennec, il y a aussi le foot et le rugby. Entretien.

**Sans Hugh Quennec et Chris McSorley, Genève-Servette HC jouerait probablement en première ligue. Le hockey sur glace à Genève vous doit beaucoup...**

**Hugh Quennec:** Nous avons obtenu un certain succès ces dernières années. L'influence du hockey sur glace s'accroît à Genève. Un nombre croissant de jeunes viennent aux matchs et s'intéressent au hockey, garçons et — mais oui! — filles. L'une des prochaines étapes consiste à définir encore mieux la marque GSHC. L'important, ce n'est pas Chris McSorley ou Hugh Quennec, c'est Genève-Servette.

Prenez les grandes marques d'horlogerie ou de banque, présentes depuis des générations, on parle bien de la marque, et non de leurs dirigeants. Les hommes passent, l'entité perdure. De même pour le Canadien de Montréal, le FC Liverpool et les grands clubs de hockey ou de football; ces institutions vivent

dans la durée. Il est périlleux, à long terme, de baser le succès d'une organisation sur un seul individu ou un petit groupe.

**Genève-Servette semble aujourd'hui avoir atteint une forme de stabilité...**

Mon intention est désormais d'étoffer le conseil d'administration. Nous voulons attirer des personnes qui n'ont pas besoin de satisfaire leur ego, mais veulent vraiment contribuer à défendre et consolider la marque GSHC. Ils devront devenir les garants d'une politique efficace et raisonnable qui s'identifie aux valeurs du club; une politique qui les incitera à ne pas brûler tout le budget pour une superstar qui ne nous aiderait qu'à gagner quelques matchs ou même un titre. Regardez aujourd'hui l'évolution des clubs en Suisse, à Fribourg, Berne, Zurich, ailleurs. Le marketing prend une place toujours plus importante. Genève-Servette a été parmi les premiers clubs à initier cette évolution, qui mise sur le supporter et pas seulement sur le résultat.

Ailleurs aussi, les clubs ont investi dans le confort du spectateur et la restauration, comme à Genève. Dans notre ville, l'ambiance est vraiment incroyable, avec les hôtes, l'aigle, le restaurant, les causes mises à l'honneur. Et les peluches se retrouvent aujourd'hui sur les gradins d'autres patinoires. Cette évolution est bonne pour tout le monde. Nous voulons nous battre contre nos adversaires sur la glace, mais

il est aussi dans l'intérêt de tous les clubs de se parler, de partager leurs expériences et idées, notamment pour tout ce qui touche au marketing et aux liens avec les supporters.

**Pour vous, tout ne dépend donc pas uniquement du résultat sportif...**

C'est le concept de base qui est important et doit fonctionner. Tout ne se réduit pas à la victoire ou à la défaite. Pour le GSHC, le soutien et l'identification au club ont grandi ces dernières années, mais ils peuvent encore s'intensifier. Sur le plan sportif, la seule chose que nous pouvons garantir, c'est que l'équipe et le club doment le maximum. À mon arrivée à Genève, lorsque l'équipe gagnait, les joueurs faisaient le tour de la patinoire et s'embrassaient; quand ils perdaient, ils filaient aux vestiaires. Alors j'ai dit, non! Nous devons garder la tête haute, même après une défaite.

Avec Chris McSorley, l'équipe va toujours à la rencontre des supporters et des partenaires, dans la victoire comme dans la défaite. Il faut être là, présent. Et assumer. Nous défendons le maillot, l'honneur de la ville et du canton. Cette passion, cette volonté, les gens ont besoin de les sentir.

**La formation est une priorité pour vous, en hockey. Et en matière de football?**

Nous y avons mis et y mettons le maximum de ressources. Pour le hockey, nous avons déve-

loppé ces dernières années une filière sport-études, en collaboration avec le Département de l'instruction publique. Elle a nécessité beaucoup d'investissements. Nous avons engagé du personnel, coordonné l'ensemble des activités des jeunes sportifs avec les parents, les directeurs d'école, les enseignants, les répétiteurs, les entraîneurs. La logistique y tient un grand rôle, pour assurer les déplacements de l'école à la patinoire, de la patinoire à l'école, les repas, les temps de repos, la préparation physique. Nous sommes très fiers d'avoir créé tout cela. Au Servette Football Club, on s'y est mis depuis un an.

**L'intégration des jeunes hockeyeurs est un signe de bonne santé sportive et organisationnelle des clubs, à l'image de Zurich, Berne ou Davos...**

Au GSHC, la structure de formation et d'intégration de jeunes joueurs dans l'équipe première commence à porter ses fruits, avec des gars comme Eliot Antoniotti, Eliot Berthon, Noah Rod. Et Benjamin Conz, à qui nous avions donné sa chance lorsqu'il était très jeune. Cet aspect est important pour le public et l'identification locale. Notre ambition est de faire jouer au plus haut niveau des jeunes du cru, aussi bien en hockey qu'en football, d'autant plus que le vivier est grand.

En hockey, pour ce qui est de la formation, nous sommes en retard par rapport à la

Suisse alémanique, Zurich notamment, Klotten, Berne, Davos. Mais ce retard, nous avons commencé à le rattraper. Aujourd'hui, les jeunes savent que s'ils viennent à Genève, ils auront la possibilité de jouer. Pour nous aussi, l'avantage est patent dans la mesure où nous connaissons bien le jeune qui fait partie de notre académie, ce qui facilite son intégration et augmente sa probabilité de réussite.

**Le pouvoir politique genevois soutient-il le sport?**

Il y a encore du chemin à faire! C'est plutôt la culture qui domine à Genève. La culture, c'est magnifique, mais pourquoi ne trouve-t-on pas la même énergie à défendre et promouvoir le sport? La Fondation *Sport for Life* travaille actuellement à une étude qui entend démontrer l'importance du sport pour Genève. Je comprends que d'aucuns manifestent parfois une certaine retenue, compte tenu de ce qui s'est passé ces dix ou quinze dernières années en matière de football. Notre objectif est de regagner leur confiance, comme nous l'avons fait avec Genève-Servette. L'investissement dans les infrastructures est le gros défi de ces prochaines années; je comprends que les collectivités, pour voter ces investissements, doivent avoir confiance dans les dirigeants.

**S'agissant de la nouvelle patinoire, comment voyez-vous les choses?**

Construire une patinoire prend entre dix-huit et vingt-quatre mois. Tout le reste relève de la politique. Une étude a été réalisée, après des mois de travail et de séances; elle a coûté 400 000 francs, dont 300 000 francs payés par le club et 50 000 par la Ville et 50 000 par le Canton; au terme de cet examen, le site du Trèfle-Blanc a été choisi. Cela fait presque deux ans que le rapport a été soumis aux instances politiques. Maintenant, c'est à elle de stimuler le processus pour construire cette nouvelle patinoire le plus vite possible.

**Quelle échéance pour la nouvelle patinoire?**

En fonction des exigences de la Ligue nationale, l'année 2018 est évoquée. Ce serait bien de pouvoir accueillir les Championnats du monde en 2019 ou 2020. La question de savoir s'il faut ou non une nouvelle patinoire est désormais résolue. Le seul problème qui reste est la date de l'ouverture du chantier. Les Vernets ont soixante ans, et même si cette patinoire a beaucoup de charme, tout comme le Stade des Charmilles en avait, il faut évoluer. Le Forum de Montréal a lui aussi été détruit.

**Un petit mot sur Lausanne HC, bientôt deux ans après son ascension et un an après sa première qualification pour les playoffs. Que représente ce club pour vous? En détenez-vous des participations?**

Pour les questions portant sur l'actionariat de Lausanne, il faudrait en parler avec les gens du club. Nous avons soutenu le LHC à l'époque, et c'était important de le faire. Quand vous possédez une maison dans un quartier, il est dans votre intérêt que les demeures voisines soient en bon état. Sinon, la valeur de tout le quartier risque de s'effondrer. Quand je suis arrivé, Genève-Servette avait de gros problèmes financiers, puis Fribourg et Lausanne en ont éprouvé de semblables.

Il était donc naturel que nous aidions aussi Lausanne, à travers de petites choses d'abord, comme le prêt de joueurs, puis par un partenariat sportif qui a bien fonctionné. Aujourd'hui que Lausanne HC est en Ligue A — ce qui me réjouit beaucoup — notre partenariat sportif s'est déplacé du côté de Martigny. Patrick de Preux, Sacha Weibel et Jan Alston sont de très bons dirigeants. La *Winter Classic*, en janvier 2014, a été une belle fête, malheureusement sans beaucoup de buts. Peut-être y aurait-il eu plus de spectacle sportif avec Fribourg. Les matchs entre Genève et Lausanne ont toujours été très serrés.

**Comment voyez-vous évoluer la Ligue A?**

Il est dommage que Langnau soit relégué. J'espère qu'ils vont remonter le plus vite possible. Là aussi, il y a toute une communauté qui a investi beaucoup d'argent dans un projet et des infrastructures. Heureusement, ils ont un public. En hockey sur glace, par rapport au football, il y a moins d'équipes qui puissent satisfaire aux critères d'appartenance à l'élite. Langnau a sa place en LNA, comme Bienne d'ailleurs. Une relégation sportive est toujours triste, parce qu'elle met en danger l'ensemble d'un investissement, financier, sportif et en formation... La Ligue devra continuer à professionnaliser le marketing de la ligue ainsi que celui des équipes et des joueurs afin d'augmenter la popularité du hockey en Suisse et remplir toutes les patinoires.

**Vous plaidez donc plutôt pour une Ligue A fermée?**

Fermée, oui. Mais ouverte tout de même à un club de Ligue B s'il possède les infrastructures, les moyens financiers, les compétences humaines nécessaires pour évoluer en Ligue A. Ce serait dans l'intérêt de tout le hockey suisse. Beaucoup d'argent est dépensé pour défendre sa place en LNA. Ces fonds pourraient être investis dans la formation, les infrastructures, le marketing, etc.

**Les salaires des hockeyeurs sont-ils excessifs selon vous?**

À considérer le rapport qualité-prix et en comparaison des salaires pratiqués ailleurs en Europe ou en Amérique du Nord hors de la NHL, il est clair que les salaires suisses apparaissent élevés. La raison de cet état de fait réside dans le nombre de joueurs disponibles qui n'est pas assez élevé. D'où l'importance du travail de formation, pour augmenter le nombre de jeunes joueurs de qualité. Prague, l'une des deux équipes finalistes de KHL<sup>2</sup> cette saison, ne compte pas un seul joueur russe dans ses rangs, et son budget est bien moindre que ceux de la plupart des autres équipes.

Cela démontre qu'une bonne gestion sportive, dans un marché très ouvert, peut avoir un grand succès, avec des joueurs au rapport qualité-prix très intéressant. Mais il y a un dilemme. D'un côté on doit protéger les joueurs suisses et ne pas ouvrir toutes grandes les portes des clubs aux joueurs étrangers; de l'autre, il faut tempérer ces tendances à la hausse et trouver un équilibre. Le problème n'est pas que des hockeyeurs gagnent bien leur vie. Mais il n'y a pas suffisamment de joueurs suisses pour l'instant. Et les grands clubs, à gros budgets, mettent indirectement la pression sur les clubs aux budgets plus modestes.

1. National Hockey League, ligue professionnelle de l'Amérique du Nord (états-Unis et Canada).

2. Kontinentalnaja Hokkeinäta Liga, (ligue continentale de hockey), ligue professionnelle composée de différents pays du Nord-Est et de l'Est de l'Europe ainsi que d'Asie centrale.

## HUGH QUENNEC EN BREF

Né en 1965 à Montréal d'une mère suisse et d'un père français, Hugh Quennec est marié et père de trois enfants. Après des études en génie électrique, il exerce comme expert-comptable à Vancouver en 1990. La société qui l'emploie, KPMG, l'envoie à Genève en 1995. Après trois ans de présence en Suisse, il crée sa propre société de haute finance, Continental Capital Markets (courtage sur les marchés financiers). Il devient président du GSHC dès la saison 2005/2006, président du Servette Football-Club à partir de 2011/2012 et président du Servette Rugby-Club dès sa première saison en 2014/2015. En 2009, il crée la Fondation *Sport for Life*.



## Servette Football Club: vers le bout du tunnel?

«**L**a première des priorités a été d'aplanir la situation financière puis de gérer et résoudre les grands et petits problèmes qui pesaient sur la dynamique du club. La prochaine étape sera de stabiliser la situation. Jusqu'à maintenant, nous avons assisté à un important «tournoi» de directeurs administratifs et sportifs. J'espère qu'avec notre nouveau directeur général Julian Jenkins et notre nouvel entraîneur cette stabilité sera désormais assurée.

Nous avons haut placé la barre et sommes décidés à nous engager encore plus sur la voie du professionnalisme. Après des époques de laxisme où les gens invoquaient toutes sortes d'excuses, nous sommes en train de changer les mentalités. Avec l'engagement de personnalités comme José Sinal, Massimo Lombardo, Patrick Bruggmann — compétentes, aux grandes qualités humaines, passionnées par Servette et qui ont fait leurs preuves — nos chances augmentent d'autant.

Bien sûr, tout cela prend du temps. Mais en matière de football, contrairement au hockey où il y a eu un grand vide pendant plus de trente ans, la plupart des Genevois ont une histoire à raconter. Leur mémoire est pleine de souvenirs des Charmilles, de joueurs célèbres et de grandes épopées. Et s'ils sont trop jeunes pour avoir vécu ces moments, un membre de leur entourage saura les leur transmettre. Il faut donc susciter un réinvestissement émotionnel, ce qui reste une condition à remplir pour obtenir un investissement financier.»

Comment vous allez faire? «Que l'équipe gagne ou perde, c'est en tissant des liens que l'on va gagner la confiance des gens. Dans cette perspective, nous sommes entraînés à réunir quelques personnes bien connues sur le plan local. Genève dispose d'un gros potentiel, aussi bien pour le hockey que pour le football. Or, nombre d'acteurs dans la communauté ne s'impliquent pas encore. Le défi est aujourd'hui de restaurer une confiance qui a été rudement écornée par les problèmes d'argent, la faillite de l'époque ou les polémiques autour du stade. Je suis convaincu que Servette FC remplira un jour le Stade de Genève, même si cela peut sembler difficile à croire aujourd'hui.»

JCA

## Un nouveau bébé: le Servette Rugby Club

«**L**'initiative est venue de Didier Fischer et Alain Studer, des fous du rugby, qui m'ont demandé si je pouvais être intéressé à lancer un club dans leur discipline favorite. Il y a un vide, à Genève, dans la filière sports-études, avec des écoles de rugby qui fonctionnent très bien pour les jeunes jusqu'à 12 ans, puis plus rien. Je ne suis pas un grand connaisseur de rugby, même si j'adore regarder des matchs. Mais j'estime que ce sport aussi peut contribuer à animer le Stade de Genève et la marque Servette. Il existe une importante communauté de supporters de rugby à Genève et dans les environs.

Et notre ambition est d'intégrer un jour le Top 14 en France. Mettre en évidence un sport tel que le rugby m'excite aussi, ce sport étant associé à de saines valeurs comme l'intégrité, le fairplay, le courage. Au début, notre budget s'éleva à 600 000 francs environ par saison. Mais nous ne sommes pas pressés. Nous allons procéder pas à pas, avec de bons dirigeants, de bons entraîneurs, et des programmes de formation pour les jeunes. Nous commencerons par participer au championnat de France. La Fédération française de rugby (FFR) a exigé que la Fédération suisse donne son approbation, laquelle avait besoin que la Fédération genevoise donne la sienne. C'est désormais chose faite.»

JCA

PHOTO EN HAUT À DROITE: HUGH QUENNEC: «UN NOMBRE DE CROISSANT DE JEUNES VIENNENT AUX MATCHS ET S'INTÉRESSENT AU HOCKEY, GARÇONS ET — MAIS OUI! — FILLES.»

© KLAUS BINDER / 2014



Isabelle Vialle, *Douve*, acrylique sur toile, 65 x 54cm, 2014

## *L'obscur clarté des mangroves*

L'art est affaire de contrebande. La frontière est son obstacle et sa raison d'être. Il n'est jamais plus à l'aise que dans l'obscur clarté des mangroves, ces lieux où la végétation prospère dans le balancement des marées, tantôt air, tantôt mer, tantôt voilée, tantôt dévoilée. La frontière passe partout, y compris en nous qui sommes des soleils nocturnes. Ou des nuits solaires.

La part la plus dangereuse, porteuse de crimes commis, ourdis ou avortés, mais aussi la plus authentique, car la plus enfouie, est celle de l'ombre. Elle est le lieu où évolue nos monstres, nos démons, nos merveilles aussi; l'ancre de cet inconnu qui vit en nous comme un enfant secret. Les artistes véritables — et non ceux qui font profession de vendeurs à la criée médiatique — n'ont jamais cessé de partir à la recherche de la «part de l'ombre», thème choisi par la galerie parisienne *ART Aujourd'hui* pour servir de lien entre les quatre artistes qu'elle expose actuellement, à savoir Isabelle Vialle (peinture), Hans Jorgensen (sculpture), Christophe Biskup (dessin) et Jean-Marie Cartereau (dessin).

Née à Paris en 1970, Isabelle Vialle vit et travaille en Grèce, à Salonique. Marianne Rillon, animatrice de la galerie, la présente ainsi: «La peinture d'Isabelle Vialle a rencontré la poésie d'Yves Bonnefoy. La série des *Douves* (réalisée en 2014 pendant son séjour en Grèce) se réfère au recueil *Du mouvement et de l'immobilité de Douve*. La femme aimée et disparue, invoquée par le poète, est une créature multiforme et virtuelle, entre présence et effacement. *Sa robe a la couleur de l'absence des morts*, dit-il. Isabelle Vialle s'en saisit comme d'une ombre fugitive». Mais l'ombre existe par la lumière. Celle faite de sel et de poudre bleue qui irradie la Grèce où vit l'artiste; vers la nuit, elle se dirige avec un cœur solaire, pour en transformer les monstres en œuvre de vie.

Le sculpteur danois Hans Joergensen (67 ans) taille ses rêves à même le bois. Il y fait surgir des personnages enfantés par les archétypes, ces veilleurs des civilisations passées, présentes et à

venir. Des êtres à l'humanité animale ou à l'animalité humaine, inquiétants et rassurants dans le même mouvement; toutes figures que choisit la mémoire hors d'âge des vivants pour se faire entendre et voir. Joergensen les fait sortir du bois, dans tous les sens du terme.

Dessinateur polonais vivant à Paris, Christophe Biskup (55 ans) a pour personnages des paysages de nuits, de pénombres et de cendres. «Ils naissent lentement des taches et traces d'ombre qui pénètrent, sous ses doigts, la surface du papier préalablement et lentement préparée en un cérémonial qui se répète de dessin en dessin (...) Le proche et le lointain s'abolissent dans la clarté lunaire», comme le précise Marianne Rillon dans son dossier de presse.

Avec l'autre dessinateur, Jean-Marie Cartereau (54 ans), les personnages sortent des paysages nocturnes. Des personnages mêlant humain, animal, végétal, minéral qui circulent entre ombre et lumière. Mais la véritable lumière — celle qui est au-delà de tous les temps et de tous les espaces — est cachée, protégée par les ténèbres protectrices. Les clartés qui balisent notre chemin n'en sont que de faibles avatars.

Cartereau est un artiste bouleversant. Bouleversant, car en rassemblant ce qui, en nous, est éparé, il renverse notre quotidien chaotique et nous donne une idée de la véritable lumière. Une idée vague. Vague comme celle qui se déploie dans nos mangroves.

CHRISTINE ZWINGMANN

\* L'œuvre présentée dans cette page fait partie de l'exposition «La part de l'ombre» à la Galerie Art Aujourd'hui (<http://www.galerie-art-aujourd'hui.com>); elle se déroule à Paris jusqu'à samedi 28 mars 2015.